

La lettre d'information du PEN Club français

numéro 30 | Juillet-Août 2020

Asli Erdoğan | Ahmet Altan | Liban | Femmes ouïgoures
Roberto de Jesús Quiñones Haces | Narges Mohammadi



Sommaire

La poésie au PEN Club	. 4
Asli Erdoğan et Ahmet Altan, citoyens d'honneur du Pen Club français	. 6
Lettre d'Asli Erdogan	. 8
Revue de presse	. 10
Tribune d'Asli Erdogan	. 14
« J'attends toujours la solidarité des féministes envers les femmes ouïgoures »	. 16
Iran Libération de Narges Mohammadi	. 20
Cuba Libération de Roberto de Jesús Quiñones Haces	. 22
En bref	. 26
Mort, le militant et activiste Azimjon Askarov n'était "pas un prisonnier oublié"	. 28
« Alma », roman jeunesse de Timothée de Fo- mbelle, privé de diffusion aux États-Unis et en Angleterre	. 30
Pen International	. 32

Illustration : Pau Gasol Valls

Le Pen Club français a adressé toutes ses pensées à ses nombreux amis libanais et, bien sûr, aux membres du Pen Liban. Nous sommes en lien constant avec eux et essayons au mieux de les aider.

La poésie au PEN Club

On m'a demandé, il y a trois ou quatre ans, d'écrire un essai sur le thème « le livre d'où je viens ». Situation insoluble. Rares sont ceux qui, selon moi, viennent d'un livre.

Par Max Alhau

Poète, nouvelliste et traducteur de l'espagnol

Membre de l'Académie Mallarmé

La poésie désignée par la lettre P dans PEN Club prend place dans cette organisation littéraire dès 1921. De nombreux présidents seront des poètes reconnus. Il n'est pas question d'évoquer l'œuvre des présidents-poètes qui se sont succédé au sein du PEN Club. Rappelons que Paul Valéry présida de 1924 à 1934, Pierre Emmanuel de 1973 à 1976, il fut aussi Président du Pen International de 1970 à 1971. Lui succéderont Georges-Emmanuel Clancier de 1976 à 1979, René Tavernier de 1979 à 1989, puis Jean Orizet de 1993 à 1999, Sylvestre Clancier de 2005 à 2012 et de 2016 à 2017, enfin Jean-Luc Despax de 2012 à 2016. On constatera que les poètes ont su faire évoluer le PEN Club, le maintenir dans la tradition littéraire et humaniste qui est la sienne. Ils ne sont pas tous la tête levée vers les étoiles mais savent garder les pieds sur terre, prendre des initiatives de manière à affirmer au PEN Club certains principes qui ont toujours été le fondement de notre association : en premier lieu, la liberté d'expression gage de toute liberté et la défense des écrivains persécutés. Il ne s'agit pas dans ces propos de mettre en valeur la poésie mais de réfléchir à sa présence dans notre comité qui

se compose, sauf erreur, de 14 poètes sur 23 membres. La poésie se manifeste au sein du PEN Club par la présentation d'un poète français ou étranger, présentation qui peut avoir lieu dans d'autres lieux accompagnée de lectures, comme ce fut le cas lors du précédent salon du livre ou au marché de la poésie en 2019 où l'on rendit hommage à Bernard Mazo à l'occasion de la parution de ses œuvres complètes aux éditions Jacques André. Eut lieu aussi cette année au siège de PEN Club une séance en l'honneur de Gaston Miron. La parution d'un livre est toujours signalée dans la lettre du PEN Club sous la rubrique « Ils ont publié. » Cette saison 2019/2020 fut restreinte en événements en raison de l'épisode sanitaire qui nécessita un long confinement et interrompit toute réunion publique. Auparavant il faut saluer une publication à l'initiative de Rocio Duran Barba qui lui donna, ainsi qu'aux traducteurs, beaucoup de travail : il s'agit de l'anthologie Résister de poésie latino-américaine des centres PEN d'Amérique latine. Cette anthologie bilingue dans laquelle on compte quatorze pays et 140 poètes est le fruit d'un intense travail de Rocio Duran Barba qui n'hésita pas à faire le tour des PEN

Club d'Amérique latine pour en rencontrer les responsables et recueillir des poèmes. Dans cette anthologie, le titre dit justement quel combat mènent la plupart des poètes de ces pays. Rocio Duran Barba se chargea, en plus de la traduction de nombreux poèmes, de la publication de ce livre et le 25 octobre eut lieu la présentation de Résister au Centre Culturel du Mexique à Paris devant un nombreux public avec des lectures de préfaces extraites de l'anthologie et, bien entendu, de poèmes. Au mois de juin, en raison des conditions sanitaires furent organisées par Emmanuel Pierrat et Rocio Duran Barba des rencontres en visioconférences pour présenter l'anthologie. Ainsi était présente la poésie au sein du PEN Club comme elle le sera lors du prochain marché de la poésie à Paris s'il a lieu. Malgré ces difficultés, au cours de l'année des poètes furent invités, ainsi, Jean Portante, présenté par Sylvestre Clancier, le 30 janvier 2020. Yves Bergeret était accueilli, le 25 février. Laurence Paton assurait la présentation par Colette Klein du poète. Jean-Noël Cordier fut reçu le 4 février 2020 pour son livre Agenda et présenté par Sylvestre Clancier. Il ne faut pas non plus oublier que, depuis l'an dernier,

se tient grâce à Sylvestre Clancier à la salle Gaveau le salon de la poésie et de la mélodie française où poésie et musique, chant choral sont unis. Le 1^{er} décembre 2019 eut lieu pour la deuxième fois cette manifestation où furent présentés les lauréats des prix Mallarmé, Claudine Bohi, et Apollinaire, Olivier Barbarant. Des hommages furent rendus à des poètes disparus : Marie-Claire Bancquart et Michel Baglin par Sylvestre Clancier. Des lectures accompagnèrent ces présentations, suivies de signatures des poètes présents. Il est prévu également, quand les circonstances le permettront, la présentation du livre d'entretiens Ligne de fond (La Rumeur libre) de Philippe Bouret avec Werner Lambersy en présence des deux écrivains. Ainsi la poésie continue d'être présente au sein du PEN Club grâce à tous les membres du Comité qui n'oublie pas de lui faire place parmi toutes les autres manifestations organisées au cours de chaque saison. Souhaitons que cette généreuse entreprise permette de maintenir une présence poétique qui a toujours fait partie des objectifs du PEN Club dès sa création. De cela on ne peut douter car tous les membres du Comité lui seront favorables.

Aslı Erdoğan et Ahmet Altan, citoyens d'honneur du Pen Club français

Michèle Gautard, Présidente du Comité pour la défense des écrivains persécutés
du Pen Club français

Emmanuel Pierrat, Président du Pen Club français

Le PEN Club Français, fondé en 1921, promeut la liberté d'expression et de création, en défendant les droits des écrivains, journalistes, éditeurs, blogueurs, ou encore des traducteurs menacés ou emprisonnés sur notre planète du fait de l'expression de leurs idées. C'est pourquoi son comité exécutif, réuni le 25 juin 2020, a décidé de nommer « Citoyens d'honneur » Aslı Erdoğan, écrivaine turque, emprisonnée en 2016 pendant 132 jours et en exil en Allemagne depuis 2017, ainsi qu'Ahmet Altan, écrivain et journaliste turc arbitrairement emprisonné depuis 2016. En les faisant citoyens d'un monde libre, pour lequel il oeuvre depuis bientôt 100 ans, le PEN Club français veut donner à cet acte une dimension bien plus que symbolique. Ces nominations sont un marqueur fort pour le PEN Club français. Non seulement, elles soulignent sa détermination, qui s'inscrit dans la poursuite de nos combats pour la liberté d'expression, mais elles sont aussi une alerte, qui rappelle que les libertés des citoyens du monde sont de plus en plus menacées.

Aslı Erdoğan (dont le patronyme, courant en Turquie, n'a pas de lien avec le président du pays) est écrivaine et journaliste. Arrêtée et incarcérée en août 2016, au motif de sa collaboration avec au journal *Özgür Gündem*, quotidien soutenant notamment les revendications kurdes. Elle a été remise en liberté, après quatre mois de détention, mais sous contrôle judiciaire et sans autorisation de quitter la Turquie. En septembre 2017, son passeport lui a été restitué et elle a pu se réfugier en Allemagne où elle vit depuis lors.

Elle a été acquittée par un tribunal d'Istanbul le 14 février 2020.

Dernier livre paru : *Requiem pour une ville perdue* (Actes Sud, mai 2020)

Ahmet Altan est écrivain, essayiste et journaliste. Il a été libéré le 4 novembre 2019 après trois ans de détention. Il a été condamné à 10 ans et demi et près de neuf ans de prison pour « aide à un groupe terroriste », mais la justice a ordonné sa remise en liberté sous contrôle judiciaire en raison du temps déjà passé derrière les barreaux.

Une semaine après sa libération, il a de nouveau été arrêté, il est toujours en prison.

Dernier livre paru : *Je ne reverrai plus le monde* (Actes Sud, septembre 2019)



Aslı Erdoğan

Écrivaine, Turquie.

En prison pendant 132 jours en 2016. En exil depuis 2017.

Elle a été acquittée par un tribunal d'Istanbul le 14 février 2020.

Son jugement a été remis en question depuis.



Ahmet Altan

Écrivain et journaliste, Turquie.

En prison depuis 2016.

Lettre d'Asli Erdogan | 2 juillet 2020

Dear friends,

I was appalled and shocked and shaken when I coincidentally learnt that a totally different prosecutor, who had not been appointed to my case and who had probably not even read the file, objected to my acquittal almost four months after the official time limit was over. But I was not surprised.

What would you expect from a country that has put to prison more writers and journalists than Russia and China combined?

A country which has the biggest number of female political prisoners...

A country where arrested lawyers are in hunger strike following the mortal path of musicians, where opposition leaders, human rights activists, parliamenters, students, judges are in jail while Mafia chiefs are released...

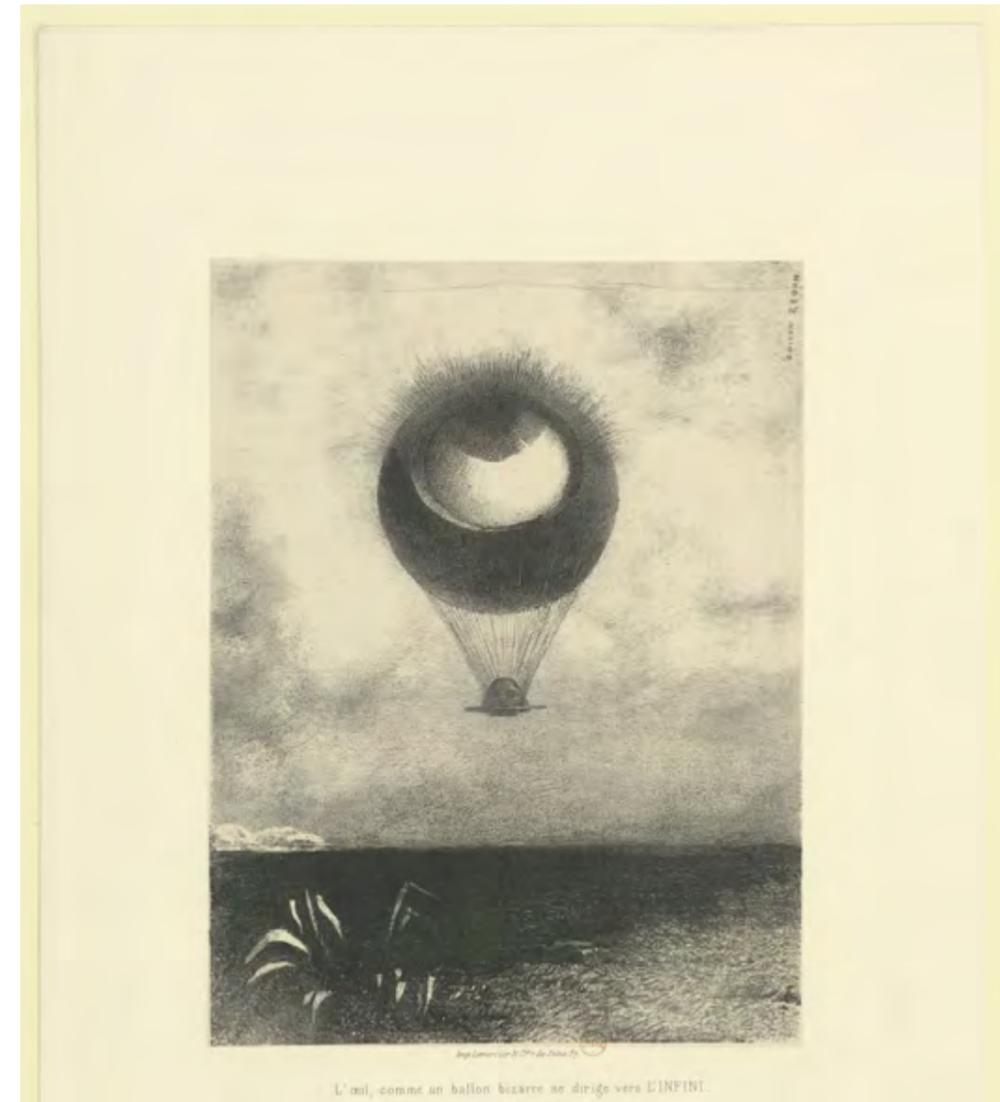
I would like to express my sincere gratitude and thanks to German PEN, for their swift reaction and strong protest, and Borsenverein and Buchmesse for their boundless support and solidarity with persecuted writers and journalists, and their determination in defending freedom of thought and expression.

Many thanks to all the writers and journalists who have brought our cases to public attention.

And once again, I would like to express my thanks to French PEN, who has accepted Ahmet Altan and me as their honorary members.

All the best,

Aslı Erdoğan



L'œil, comme un ballon se dirige vers l'infini,
Odilon Redon, 1889 | Bibliothèque Nationale de France

Asli Erdogan et Ahmet Altan deviennent citoyens d'honneur du Pen Club français

LIVRES HEBDO | Engagée pour la liberté d'expression et de création, la section française du Pen Club a décidé le 25 juin d'élever les auteurs turcs Ahmet Altan et Asli Erdogan au rang de citoyens d'honneur.

Par Alexiane Guchereau, le 3 juillet 2020

Le comité exécutif du Pen Club français, réuni le 25 juin 2020, «a décidé de nommer «Citoyens d'honneur» Asli Erdoğan, écrivaine turque, emprisonnée en 2016 pendant 132 jours et en exil en Allemagne depuis 2017, ainsi qu'Ahmet Altan, écrivain et journaliste turc arbitrairement emprisonné depuis 2016» annoncent les membres de la section française de l'association internationale d'écrivains fondée en 1921 et présidée par Emmanuel Pierrat.

«En les faisant citoyens d'un monde libre, pour lequel il oeuvre depuis bientôt 100 ans, le PEN Club français veut donner à cet acte une dimension bien plus que symbolique. Ces nominations sont un marqueur fort pour le PEN Club français. Non seulement, elles soulignent sa détermination, qui s'inscrit dans la poursuite de nos combats pour la liberté d'expression, mais elles sont aussi une alerte, qui rappelle que les libertés des citoyens du

monde sont de plus en plus menacées» précise l'organisation. Ahmet Altan est écrivain, essayiste et journaliste. Il a été libéré le 4 novembre 2019 après trois ans de détention. Il avait été condamné à 10 ans et demi et près de neuf ans de prison pour «aide à un groupe terroriste», mais la justice a ordonné sa remise en liberté sous contrôle judiciaire en raison du temps déjà passé derrière les barreaux. Une semaine après sa libération, il a de nouveau été arrêté. Il est toujours en prison. Son dernier livre paru, *Je ne reverrai plus le monde* (Actes Sud, 2019) a reçu le prix André Malraux 2019. Asli Erdoğan est écrivaine et journaliste. Arrêtée et incarcérée en août 2016, au motif de sa collaboration avec au journal *Özgür Gündem*, quotidien soutenant notamment les revendications kurdes. Elle a été remise en liberté, après quatre mois de détention, mais sous contrôle judiciaire et sans autorisation de quitter la Turquie. En septembre 2017, son passeport lui

a été restitué et elle a pu se réfugier en Allemagne où elle vit depuis lors. Elle a été acquittée par un tribunal d'Istanbul le 14 février 2020. Elle a publié son dernier livre *Requiem pour une ville perdue* chez Actes Sud en mai 2020.

Asli Erdogan toujours menacée par des poursuites

La section française du Pen Club rapporte que la romancière a appris qu'un nouveau procureur souhaitait s'adresser à une juridiction plus haute pour réclamer des poursuites concernant l'accusation de propagande terroriste pour ses articles parus dans *Ozgür Gundem* et chez Actes Sud avec *Le silence même n'est plus à toi* (2017). Selon l'avocat de l'auteure, la démarche n'a aucune raison d'aboutir. «Consternée, choquée et ébranlée», Asli Erdogan a écrit le 2 juillet au Pen Club une

lettre pour exposer ses doutes et son désarroi. «J'ai appris par hasard qu'un procureur totalement différent, qui n'avait pas été désigné pour mon affaire et qui n'avait probablement même pas lu le dossier, s'était opposé à mon acquittement près de quatre mois après l'expiration du délai officiel. Mais je n'ai pas été surprise» écrit-elle avant de justifier sa position : «qu'attendez vous d'un pays qui a mis en prison plus d'écrivains et de journalistes que la Russie et la Chine réunies ? Un pays qui a le plus grand nombre de femmes prisonnières politiques?».

La romancière a fait part de toute sa gratitude aux associations mobilisées pour défendre la liberté de penser et d'expression.

Asli Erdogan et Ahmet Altan deviennent citoyens d'honneur du Pen Club français

ACTU LITTE | Actuellement en résidence à Berlin où elle subit des examens médicaux (le poids de l'exil et des campagnes de presse successives contre elle continuent de l'accabler), la romancière turque vient d'apprendre qu'après avoir été acquittée en février 2020, un nouveau procureur s'adresse maintenant à une juridiction plus haute. Il réclame des poursuites concernant l'accusation de propagande terroriste pour ses articles parus dans *Ozgür Gündem* et publiés en français sous le titre *Le Silence même n'est plus à toi* (Actes Sud 2017, trad. Julien Lapeyre de Cabanes).

Par Victor De Sepausy, le 3 juillet 2020

Il s'agit bien du chef d'accusation pour lequel le tribunal avait considéré qu'il y avait prescription et avait prononcé un non-lieu. Selon son avocat Erdal Doğan, cette démarche n'a aucune raison d'aboutir mais l'épée de Damoclès plane toujours...

Par ailleurs la section française du PEN CLUB, présidée par Michèle Gautard et Emmanuel Pierrat, s'engage activement en faveur de deux auteurs turcs : Asli Erdoğan et Ahmet Altan, déclarés citoyens d'honneur du PEN CLUB français pour l'année 2020.

Le PEN Club Français, fondé en 1921, promeut la liberté d'expression et de création, en défendant les droits des écrivains, journalistes, éditeurs, blogueurs, ou encore des traducteurs menacés ou emprisonnés sur notre planète du fait de l'expression de leurs idées. C'est pourquoi son comité exécutif, réuni le

25 juin 2020, a décidé de nommer « Citoyens d'honneur » Asli Erdoğan, écrivaine turque, emprisonnée en 2016 pendant 132 jours et en exil en Allemagne depuis 2017, ainsi qu'Ahmet Altan, écrivain et journaliste turc arbitrairement emprisonné depuis 2016.

« En les faisant citoyens d'un monde libre, pour lequel il œuvre depuis bientôt 100 ans, le PEN Club français veut donner à cet acte une dimension bien plus que symbolique. Ces nominations sont un marqueur fort pour le PEN Club français. Non seulement, elles soulignent sa détermination, qui s'inscrit dans la poursuite de nos combats pour la liberté d'expression, mais elles sont aussi une alerte, qui rappelle que les libertés des citoyens du monde sont de plus en plus menacées », indique l'organisation.



Constantinople. Vue de Sainte-Sophie dessinée par un artiste indigène | 17e siècle

« Sainte-Sophie en mosquée est une gifle au visage de ceux qui croient encore que la Turquie est un pays séculier »

LE MONDE | Dans une tribune au « Monde », la romancière estime que le président turc montre avec cette décision qu'il ne veut plus s'encombrer des valeurs morales occidentales comme la loi ou la démocratie.

Par Asli Erdogan

Traduction : Cécile Oumhani

Je viens de la ville qui s'appelait Constantinople à sa fondation et s'appelle aujourd'hui, plus d'un millier d'années plus tard, Istanbul. Entre les deux, la cité a eu plus de deux douzaines de noms différents. Elle a subi presque deux douzaines de sièges, deux épidémies de peste, près de dix tremblements de terre majeurs. Elle a survécu à d'innombrables guerres, combats, intrigues et luttes. Elle a vu des centaines de rois venir, régner puis s'en aller, et elle a accueilli plusieurs langues, religions et monuments... Et pour moi qui suis native de la polis, comme l'appelaient les Grecs, il y a un symbole indiscutable de la singularité et de la sagesse de cette cité : Sainte-Sophie, un monument aussi imposant et unique, pour moi en tout cas, que les pyramides égyptiennes. Je me suis souvent demandé avec quelle justice Byzance avait été traitée dans la quête qu'a eue l'Europe de ses racines historiques. Constantinople était

romaine, grecque et bien plus encore... C'était là que la Méditerranée rejoignait la mer Noire, que des civilisations d'Asie Mineure vieilles de douze mille ans rejoignaient la Thrace, la péninsule grecque et la Perse, que l'Orient rejoignait l'Occident...

Abolition du kémalisme

Mais une promenade de deux jours dans Istanbul aujourd'hui suffit à montrer que la manière dont les Ottomans ont traité Byzance était loin d'être juste. Ils en ont pourtant beaucoup appris et assimilé. Des palais en ruine, des églises transformées en mosquées, mille ans de Byzance à qui on a, en grande partie, refusé de faire de l'ombre à la gloire de l'ère ottomane... La transformation de Sainte-Sophie en mosquée est une gifle délibérée au visage de ceux qui croient encore que la Turquie est un pays séculier. Le système séculier du kémalisme, ou plutôt de laïcité,

puisque la Turquie suivit le modèle français plus que l'anglo-saxon, et qui en fut l'un des rares exemples dans tout le monde musulman, est ainsi déclaré aboli. Bien qu'une majorité de Turcs voient cette transformation comme une manœuvre politique pour détourner l'attention de la crise économique, les partis d'opposition, en particulier le CHP, porte-drapeau du kémalisme, sont restés plutôt timides dans leurs critiques, voire silencieux, et ont même approuvé dans un ou deux cas. Personne n'ose offenser les sentiments religieux du peuple, bien que personne ne lui ait demandé s'il souhaite effectivement une telle transformation.

Vers la conquête du pouvoir absolu

A regarder les déclarations d'Erdogan, les kémalistes et le kémalisme ne sont pas les seuls à avoir reçu ainsi une leçon. En qualifiant la transformation de « touche finale d'une

conquête », il se déclare le fier successeur de Mehmet le Conquérant et d'autres sultans ottomans. « Conquête » est un terme qui appartient à la terminologie ou à l'idéologie d'une ère passée, où le vainqueur occupait et annihilait le vaincu sans se soucier de morale.

La destruction ou la transformation des temples des vaincus était pratique courante dans le passé. Le régime d'Erdogan déclare ainsi que, désormais, l'Empire ottoman sera le nouveau modèle de la Turquie contemporaine. Ce régime ne va plus s'encombrer de valeurs morales attribuées à l'Occident ou à la société contemporaine ni, de manière générale, des concepts de modernité occidentaux, et il ne permettra pas à des bagatelles comme la loi, la démocratie, etc., de faire obstacle à sa conquête majeure... La conquête du pouvoir absolu.

« J'attends toujours la solidarité des féministes envers les femmes ouïgoures »

LE MONDE | La politique de répression massive des autorités chinoises contre la minorité ouïgoure musulmane et turcophone vise en particulier les femmes, dénonce, dans une tribune au « Monde », l'intellectuelle naturalisée française.

Par Dilnur Reyhan, enseignante à l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco), présidente de l'Institut ouïgour d'Europe (IODE), chercheuse à l'Université Libre de Bruxelles.

Chez les Ouïgours, nous avons un proverbe : « La femme est le soleil de la femme. » Ici, le mot « soleil » signifie « solidarité ». En tant que femme ouïgoure, j'ai expérimenté les discriminations à la fois raciales et sexistes du régime chinois. J'ai vécu dans ce pays jusqu'en 2004 et j'ai subi les pressions sociales, économiques et politiques qui pèsent sur les femmes ouïgoures alors que le système colonial a mis en position supérieure les colons chinois et en position inférieure les colonisés ouïgours. Actuellement 1,8 million à 3 millions de Ouïgours sont enfermés et torturés dans des camps. Non pour ce qu'ils et elles font, mais pour ce qu'ils et elles sont. Depuis fin 2016, la Chine mène une véritable guerre d'éradication des Ouïgours et d'effacement d'un peuple avec le plus grand internement de masse du XXI^e siècle. En plus de cette politique concentrationnaire, les Ouïgours subissent une répression d'une violence inouïe : enfants séparés des parents, destruction des cimetières et des mosquées, travail forcé

au profit de grandes marques internationales, prélèvements forcés d'organes, surveillance de masse, etc.

Viols de jeunes filles par les fonctionnaires chinois

Les femmes sont particulièrement exposées à cette politique génocidaire. Avec la « campagne pour la beauté », les autorités obligent ainsi les femmes ouïgoures à couper leurs longs cheveux pour devenir « des femmes modernes » selon la norme du gouvernement chinois ; les femmes portant des robes ou des jupes « trop longues » au goût des autorités sont arrêtées pour les leur couper en pleine rue et, paroxysme de l'horreur, pendant que leurs maris sont enfermés, les femmes ouïgoures sont obligées de partager leur foyer, voire leur lit, avec les fonctionnaires chinois envoyés par milliers par Pékin. Les images et vidéos d'hommes chinois installés dans des maisons ouïgoures et les témoignages de viols

de jeunes filles dans ces familles par ces fonctionnaires chinois font régulièrement le tour de la Toile. Une partie importante des millions de Ouïgours mais aussi de Kazakhs enfermés dans des camps de concentration ethniques et religieux par la Chine sont des femmes. Nombre d'entre elles ont témoigné des conditions de vie inhumaines et dégradantes dans les camps, de la torture infligée, des viols en réunion, des injections qui ont causé l'arrêt de leurs menstruations... L'une de ces rescapées, Sayragul Sautbay, une Kazakhe qui était enseignante de chinois dans un camp et qui a aujourd'hui trouvé refuge en Suède, a révélé une scène terrible où une jeune détenue était déshabillée sur une place du camp devant tous les autres détenus puis violée par les gardes un par un, pendant que les autres surveillaient les expressions sur le visage des prisonniers. Ces terribles révélations et témoignages sont diffusés dans les médias du monde entier, notamment depuis 2018. Au début de cette année, une ONG australienne –

ASPI – a également révélé, preuves à l'appui, l'exploitation forcée d'ouvriers et d'ouvrières ouïgours, dont une partie importante vient des camps, dans des usines liées à 83 grandes marques internationales.

Stérilisation massive des femmes ouïgoures

Il y a deux semaines, enfin, le rapport accablant du chercheur allemand Adrian Zenz sur les avortements forcés et la stérilisation massive des femmes ouïgoures dans le but de faire chuter la natalité de toute la population a provoqué un scandale international. Mais cette répression massive des femmes ouïgoures se déroule dans l'indifférence du monde. Et l'indifférence de celles et ceux qui se prétendent « féministes » est pire encore. Pas un mot – ou quasiment aucun – n'a été prononcé par les féministes françaises, européennes et internationales en solidarité avec les femmes ouïgoures, sauf une : la chercheuse et féministe

américaine d'origine hongkongaise Leta Hong Fincher qui a travaillé sur la politique chinoise d'encouragement des mariages sino-ouïgours. Toute une population est en train d'être éradiquée par la stérilisation massive de ses femmes mais cela n'a pas suffi pour attirer l'attention des féministes de France et du monde. Les institutions publiques pour les droits des femmes au sein des Nations unies ou celles des Etats européens sont tout aussi discrètes, apparemment indifférentes aux droits des femmes ouïgoures. En raison de la discrimination flagrante et réelle dont souffrent les Ouïgours, notamment sur le marché du travail, et après maintes claques reçues du fait de mon appartenance ethnique et de genre, j'ai quitté la Chine après mes études supérieures pour rejoindre la France, cette patrie qui a un jour fait sienne la devise « liberté, égalité, fraternité ». C'est en raison de cet amour pour la France dont je suis devenue par la suite citoyenne et fière de l'être, que ce silence – et plus particulièrement le silence des féministes françaises – m'est insupportable.

Les minorités de genre en Occident sont trop occupées par leur propre activisme. Lorsque des minorités ethnico-religieuses étrangères

sont l'objet de discriminations voire de violations graves de leur dignité humaine et de leur existence, elles ne montrent guère de solidarité. Or ces minorités de genre des pays occidentaux devraient être le soleil des autres minorités. J'attends toujours le soleil de solidarité des féministes de tous les pays envers les femmes ouïgoures. « Ce qu'il y a de plus scandaleux dans le scandale, c'est qu'on s'y habitue » : ces mots de Simone de Beauvoir devraient hanter les féministes du monde entier.



Une femme revêtu de Soleil
Odilon Redon, 1889 | Bibliothèque Nationale de France

Iran | Libération de Narges Mohammadi

Par Emmanuel Pierrat, Président du PEN Club français,
Michèle Gautard, Présidente du Comité pour la défense des écrivains persécutés
du PEN Club français

Le Pen Club français demande la libération immédiate de Narges Mohammadi, éminente défenseuse des droits humains, physicienne et écrivaine iranienne, dont la vie est en danger en raison de la Covid-19 qu'elle a contractée. Arbitrairement emprisonnée en Iran depuis 2015, l'état de santé de Narges Mohammadi, déjà précaire, risque de s'aggraver de façon dramatique si elle n'est pas libérée dans les meilleurs délais. Le Pen Club français, qui la soutient, demande aux autorités iraniennes sa libération immédiate. Un appel auquel s'associent Shirin Ebadi, Prix Nobel de la Paix et Taghi Rahmani, le mari de Narges Mohammadi. Emmanuel Pierrat, Président du PEN Club français Michèle Gautard, Présidente du Comité pour la défense des écrivains persécutés, PEN Club français



Narges Mohammadi

Physicienne, journaliste et défenseuse des droits humains, Iran. En prison depuis 2015. Longtemps persécutée par les autorités iraniennes,

Narges Mohammadi est une physicienne, journaliste et défenseuse des droits humains. Engagée activement dans la promotion des droits des femmes et de la justice sociale, Narges Mohammadi a été arrêtée deux fois pendant ses études en physique à l'Université Imam Khomeini de Qazvin. Parallèlement à son travail d'ingénieur, elle continue à dénoncer les inégalités de sexes en Iran. En tant que porte-parole du Centre des défenseurs des droits de l'homme, une organisation fondée en 2001 par la lauréate du prix Nobel de la paix Shirin Ebadi, Narges Mohammadi a contribué à fournir une assistance juridique gratuite aux prisonniers d'opinion et à surveiller les violations des droits de l'homme en Iran.

Licenciée en 2009, victime d'une campagne d'intimidation et d'arrestation, interdite de quitter le territoire iranien pendant des longues années, Narges Mohammadi a été arrêtée à son domicile en 2015 après avoir prononcé un discours sur les conditions d'incarcération à Evin. Elle purge actuellement une peine de prison de seize ans.

Cuba | Libérez immédiatement le poète-journaliste Roberto de Jesús Quiñones Haces

PEN International

Traduction du PEN français par David Ferré | 28 juillet 2020

Le PEN International demande la libération immédiate du poète, avocat et journaliste indépendant Roberto de Jesús Quiñones Haces, qui a été soudainement arrêté en avril 2019 alors qu'il couvrait une campagne de presse pour le site internet CubaNet. Libéré cinq jours plus tard, il a été sommé de payer une amende en raison de sa prétendue conduite lors de son arrestation qui - d'après les agents de police - relève de la « désobéissance » et de la « résistance ». Après avoir refusé de payer cette amende, il a été condamné le 7 août 2019 à un an d'emprisonnement puis arrêté le 11 septembre. Roberto de Jesús Quiñones Haces rencontre des problèmes de santé liés aux conditions de sa détention. D'après les proches de l'écrivain, il est aujourd'hui dans un état critique lié au Virus Covid-19. « Le PEN International pense que Roberto de Jesús Quiñones Haces est victime de la censure à Cuba et que son arrestation relève de la violation de son droit à la liberté d'expression. Nous sommes inquiets pour sa santé, et nous demandons qu'il soit immédiatement libéré. » a annoncé Carles Torner, Directeur Exécutif du PEN International.

AGISSEZ !

Adressez vos messages aux autorités de la république de Cuba pour :

- . La libération inconditionnelle et immédiate de Roberto de Jesús Quiñones Haces.
- . Que la persécution des écrivains, journalistes, défenseurs des droits humains, activistes culturels, artistes et autres voix dissidentes, prennent fin, et que soient libérés immédiatement toutes et tous ceux qui sont détenus en raison de l'exercice de leur droit à la liberté d'expression et d'opinion.
- . Que les décrets 370 et 349, qui limitent la liberté de création, d'expression et d'opinion, soient abrogés.
- . Que cesse le harcèlement policier et judiciaire à l'égard des écrivains et des journalistes indépendants.

Adressez vos appels à :

1. Sr Presidente de la República de Cuba Sr. Miguel Díaz-Canel | Adresse postale : Hidalgo, Esquina 6. Plaza de la Revolución, La Habana, CP 10400, Cuba.
despacho@presidencia.gob.cu
Twitter: @DiazCanelB

2. Sr Ministro de Justicia Sr. Oscar Silvera Martínez apoblacion@minjus.gob.cu
Adresse postale : Calle O #216 entre 23 y 25. Plaza de la Revolución, La Habana, Cuba.
Téléphone : (+53) 7 838 3453-59.
Twitter: @CubaMinjus
Facebook: @MinisterioJusticiaCuba

Adressez vos messages en mettant en copie l'ambassade de Cuba de votre pays (adresses sur le lien suivant : <https://embassy.goabroad.com/embassies-of/cuba>). Vous pouvez également joindre le ministère des Affaires étrangères ou les instances diplomatiques cubaines pour leur faire connaître la situation dans laquelle se trouve Roberto de Jesús Quiñones, dans le cadre de forums bilatéraux et multilatéraux. Nous vous prions de bien vouloir tenir informé le PEN International de toutes les actions que vous serez en mesure de mener et de toutes les réponses qui en découleront. En outre, les membres des PEN nationaux sont encouragés à partager sur les réseaux sociaux les informations relatives à la situation de Roberto de Jesús Quiñones Haces et les différentes activités et campagnes en relation avec ce cas d'arrestation.

Communication

- Les membres du P.E.N sont invités à :
- . Publier des articles de presse et d'opinion dans la presse nationale ou locale, en soulignant particulièrement le cas de Roberto de Jesús Quiñones Haces, relatif à la privation de la liberté d'expression à Cuba.
 - . Partagez les informations relatives à Roberto de Jesús Quiñones Haces et ses actions sur les réseaux sociaux.
 - . Partagez sa poésie (vous trouverez ci-dessous quelques vers en Espagnol) sur les réseaux sociaux, tout en lançant un appel pour sa libération.

Veuillez informer le P.E.N Internacional de vos éventuelles actions et des réponses que vous recevrez.

Roberto de Jesús Quiñones Haces (63 ans) est avocat, poète, et journaliste indépendant. Il a été arrêté et agressé physiquement par des agents de police de l'État de Cuba le 22 avril 2019, alors qu'il couvrait le procès du site internet d'information Cubanet. Libéré cinq jours plus tard, il a été sommé de payer une amende en raison de sa prétendue conduite lors de son arrestation qui - d'après les agents de police - relève de la « désobéissance » et de la « résistance ». Le 7 août 2019, il a été reconnu coupable et condamné à un an de prison pour avoir refusé de payer une caution pour sa libération. Bien que Quiñones Haces dispose de preuves en faveur de son innocence et qu'il ait demandé que soit instruit un nouveau procès, le 19 août 2019, le Tribunal a refusé tant lesdites preuves que la possibilité d'instruire un nouveau procès. Le 11 septembre 2019, il a été arrêté et emprisonné. Roberto Quiñones a aussi écrit sur les conditions de sa détention, à savoir au sujet des actes d'humiliation, de harcèlement, de la mauvaise qualité de l'eau et de la nourriture, et du manque de soins médicaux adéquats dont il souffre. Il a également fait état de menaces suite à la divulgation de ses articles et de ses lettres. Le 12 novembre, l'écrivain est parvenu à envoyer une lettre clandestinement, dans laquelle il dénonce le harcèlement dont il est victime en prison. Le 22 novembre 2019, Roberto Quiñones a demandé la révision de la peine encourue. En tant qu'avocat, il a également fait référence aux articles de la Constitution de la république de Cuba qui ont été enfreints, aux documents d'après lesquels il avait été victime de violence physique, et au fait que sa famille s'était vue refuser son droit de visite. Il fait état, dans cette même lettre, de la discrimination dont il est victime en raison de sa position « contre-révolutionnaire ». Le 31 mars, il a publié sur Cubanet que, même si les autorités pénitentiaires avaient mis en

place certaines mesures contre le Virus COVID-19, « la qualité de la nourriture restait déplorable. Bien que la vulnérabilité des personnes âgées soit connue de tous (prisonniers de 60 ans et plus) face au Virus COVID-19, nombre d'entre elles cohabitent dans une même cellule avec quasiment une vingtaine de personnes ». D'après sa famille, Roberto Quiñones est toujours reclus dans une petite cellule avec au moins dix-sept personnes qui partagent les mêmes lits et équipements sanitaires au sein de celle-ci. Roberto est écrivain et auteur de recueils poétiques comme, entre autres, *La fuga del ciervo*, *Escritos desde la cárcel* et *El agua de la vida*. Son travail littéraire a été récompensé par des prix comme l'Internacional de Poesía Vitral (2001), le Prix Internacional de Poesía Nósside (2006) et Sexto Premio Patmos de Libertad Religiosa (2019). En sa qualité d'avocat,

Roberto a été emprisonné de 1999 à 2001 suite à son travail sur les Droits humains. À la suite de cela, il lui a été interdit d'exercer au Barreau.

En avril 2020, CPJ a intégré le cas de Roberto comme l'un des « 10 cas les plus urgents relatif aux journalistes en danger » dans le monde aujourd'hui. Roberto fait partie de notre Case List 2019 du PEN International.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter Alicia Quiñones, Coordinatrice des Programmes pour le Continent Américain du P.E.N International, Koops Mill Mews, Unit A, 162-164 Abbey St, London, SE1 2AN, Tel. + 44 (0) 20 7405 0338, email : alicia.quinones@pen-international.org

La prisión

Par Roberto de Jesús Quiñones Haces

La prisión es el viejo Enrique

gastando el tiempo

tras colillas de cigarros.

Es Pompei el haitiano

invocando a sus ancestros

mientras sus ojos parcelados por barrotes

se estiran hasta el cielo.

La prisión es el odio en la mirada

el rancho podrido que te sirven

la añoranza por los hijos

la cábala nocturna cercenada con golpes

en las rejas

y reflectores que tajan la noche

y las desesperanzas.

A nadie importan los ojos extraviados

de los presos

sus manos huérfanos de abrazos

sus sueños o sus lágrimas

mientras una esquirla de sal

les viene a horadar el alba.

Ellos solo tienen una vida gris

como la humanidad de sus jueces.

Si amanecen muertos serán

un velorio desconocido

como nuestro sufrimiento.

En bref | Les actualités des PEN Club au travers le monde

Biélorussie

PEN calls for the immediate release of political prisoners | PEN International, Belarus PEN and 24 PEN Centres are highly concerned about the systematic violations of the right to freedom of expression and other human rights that are central to democratic participation of political opponents and dissenting voices in the run-up to the presidential elections in Belarus, to take place on 9 August 2020.

[Plus d'informations.](#)

Cuba

Organizaciones denuncian detenciones arbitrarias y restricciones a periodistas y artistas | Organizaciones denuncian numerosas detenciones arbitrarias, restricciones y cortes del servicio de internet para evitar manifestaciones contra la violencia policial en Cuba. Al menos 132 personas, entre artistas, periodistas y activistas fueron víctimas de detenciones, restricciones para salir de su domicilio y cortes al servicio de internet cuando participarían y cubrirían las protestas en contra de la violencia policial. [Plus d'informations.](#)

Inde

Release poet P. Varavara Rao on medical grounds | PEN International and PEN Delhi are deeply concerned for the welfare of Indian poet P. Varavara Rao who has been in detention since November 2018. Aged 81 and in poor health, a bail hearing for Rao was due on 2 June 2020. He had been admitted to hospital for his failing health last week, but was discharged one day before the hearing, on 1

June 2020, and sent back to jail.

Update - 16 August 2020 | Varavara Rao has tested positive for COVID-19. He has been moved to Mumbai's JJ Hospital for treatment, though reports suggest hospital authorities plan to move Rao to a different hospital. Rao must receive adequate care.

[Plus d'informations.](#)

Iran

Iran: "Freedom has never been gifted to anyone on a gold plate" – writers facing imprisonment speak to PEN Sydney. On 21 May 2020, PEN International issued an alert on the summoning to prison of three Iranian writers, Baktash Abtin, Reza Khandan-Mahabadi, and Keyvan Bazhan, who were convicted in May 2019 for their critical writings. The three writers have not yet complied with the order amidst fears for their welfare under the current COVID-19 pandemic which is widespread in Iran's prisons. PEN International continues to call for the dropping of the charges against them. Further details and guidance on sending appeals can be found [here](#).

Malte

Renewed call for justice, 1000 days after assassination of Daphne Caruana Galizia | 12 July marks 1,000 days since the assassination of Maltese investigative journalist Daphne Caruana Galizia. On this anniversary, we, the undersigned organisations, once again demand justice for all those involved in her murder and the corruption she exposed. [Plus d'informations.](#)

Mexique

PEN condena asesinato a periodista y ataques a medios. PEN Internacional y los centros PEN San Miguel de Allende y Guadalajara condenan el asesinato del periodista mexicano Pablo Morrugares el domingo 2 de agosto de 2020 en Iguala, Guerrero, y los ataques con armas de fuego a El Diario de Iguala el 4 de agosto. | [Plus d'informations.](#)

OSCE

OSCE: Statement in support of the mandate of Representative on Freedom of the Media. We, the undersigned organisations, are deeply concerned by the decision of the representatives of Azerbaijan and Tajikistan to block the renewal of the mandate of Harlem Désir, OSCE Representative on Freedom of the Media (RFOM). | [Plus d'informations.](#)

Royaume-Uni

Release WikiLeaks publisher Julian Assange. Today, PEN International with the Courage Foundation, English PEN, German PEN, PEN Melbourne, PEN Norway, PEN Perth, Sydney PEN and other civil society organisations sent an open letter calling for the release of WikiLeaks publisher Julian Assange. | [Plus d'informations.](#)

Russie

PEN deplores conviction of theatre maker Serebrennikov. PEN International and Moscow PEN deplore today's decision by the Moscow Meshchansky Court to convict Kirill Serebrennikov of large-scale fraud in relation to his alleged embezzling of state funds. He was convicted to a three-year suspended prison sentence as well as a sizeable fine and restitution of the alleged damages. [Plus d'informations.](#)

Singapour

Government uses fake news law to interfere with critical comments on handling of COVID-19 pandemic. PEN International is concerned by reports that legislation ostensibly intended to counter 'fake news' is being applied to undermine legitimate commentary on the Singapore government's handling of the COVID-19 pandemic. [Plus d'informations.](#)

Venezuela

Detenciones a periodistas muestran el clima de censura. PEN Internacional y PEN Venezuela condenan las recientes detenciones a periodistas críticos con las políticas del gobierno venezolano. Las amenazas, el encarcelamiento, el acoso legal, las campañas de desprestigio y las detenciones constituyen ataques a la libertad de expresión y de opinión y son el entramado de una censura que avanza sin precedentes en este país. [Plus d'informations.](#)

Mort, le militant et activiste Azimjon Askarov n'était "pas un prisonnier oublié"

ACTU LITTE | Suite à la mort en prison de Azimjon Askarov, illustre prisonnier et défenseur des Droits de l'homme ouzbek en Kirghizistan, le Comité de Défense des Ecrivaines et des Ecrivains Persécutés et Empri-sonnés du Centre PEN Suisse Romand décide de réagir. Une déclaration pour rappeler qu'Askarov « n'était pas un prisonnier oublié ».

3 juillet 2020

« Profondément touchés par la mort en prison de notre Frère de Plume Azimjon Askarov, nous adressons nos sincères condoléances et nos pensées affectueuses à sa femme KHADIJA ASKAROVA, à sa famille endeuillée et à ses amis et collègues meurtris », indique Nguyễn Hoàng Bao Viêt, Président du Centre PEN Suisse Romand. Azimjon Askarov avait écopé en 2010 d'une peine à perpétuité : journaliste et activiste, il avait vu sa peine maintenue en août 2019. Pour mémoire, à Bichkek au Kirghizistan, l'Assemblée des Délégués de PEN International réunie lors du 80e Congrès mondial de l'organisation du 29 septembre au 2 octobre 2014, avait lancé un appel à la libération immédiate et inconditionnelle de trois écrivains emprisonnés en Asie centrale. Dans la grande salle du Congrès de PEN International, il y avait trois chaises vides. Les trois prisonniers ne sont pas venus : Azimjon Askarov, journaliste et défenseur des droits de l'homme ouzbek au Kirghizistan, Vladimir Kozlov, écrivain et défenseur des droits de l'homme au Kazakhstan et Ilham Tohti, écrivain et intellectuel du Peuple Ouïghour, dont

la terre natale Xinjiang est nommée "région autonome des Ouïghours" sous la domination du parti communiste chinois. Moment d'intense émotion inoubliable : la Présidente du Comité de défense des écrivains emprisonnés de PEN International Marian Botsdord Fraser accompagne Khadija Askarova, la douce et brave femme du prisonnier Azimjon Askarov à la tribune ; les deux femmes se présentent aux congressistes, dont des centaines d'écrivains, poètes, journalistes, éditeurs, traducteurs, artistes et intellectuels venant du monde entier. Azimjon Askarov a été condamné en 2010 à une peine de prison à vie au terme d'une parodie de procès. Des allégations de torture en détention selon le Comité des Droits de l'Homme dans une déclaration en 2016. Azimjon Askarov avait été arbitrairement détenu, incarcéré dans des conditions inhumaines, maltraité et empêché de préparer correctement sa défense. Depuis, les autorités kirghizes ont refusé de libérer Azimjon Askarov pour des raisons médicales et humanitaires, malgré ses problèmes cardiaques et respiratoires et les risques posés par la pandémie de

Covid-19. Le 17 mai 2020, c'était le 69e anniversaire d'Azimjon Askarov. Le Centre PEN Suisse Romand a renouvelé son Appel aux autorités du Kirghizistan à libérer Azimjon Askarov immédiatement et sans condition. Honnêtement parlant, nous avons échoué dans notre devoir d'aider Azimjon Askarov à recouvrer sa liberté. Et le défenseur des droits de l'homme ouzbek de retrouver sa famille ayant douloureusement souffert de leurs longues années de séparation forcée et injuste. À Genève, Liz Throssel, porte-parole du Haut-Commissariat de l'ONU aux Droits de l'Homme, a déclaré : « Il devrait y avoir une enquête rapide et impartiale sur les circonstances de la mort de Azimjon Askarov survenue le 25 juillet 2020. » Les tragédies des plumes brisées, des voix étouffées, des poètes disparus, des écrivains assassinés se répètent, partout dans le monde. In memoriam. De Federico Garcia Lorca à Robert Desnos, de Hồ Huu Tuong à Nguyễn Manh Côn, de Ken Saro Wiwa à Anna Politkovskaya, de Hrant Dink à Guillermo Fernandez Garcia, de Vu Hoàng Chuong à Dinh Dang Dinh, de Vassyl Stous à Liu Xiaobo, de

Shady Habash à Azimjon Askarov, parmi tant d'autres Sœurs et Frères de plume morts en prison. Osons-nous dire : morts dans l'impunité et l'indifférence, morts privés de liberté, assoiffés d'humanité et de justice. Arrêté en janvier 2012, Vladimir Kozlov a été libéré sur parole en août 2016, après avoir purgé quatre ans de prison des sept ans et demi de sa condamnation. En revanche, malgré le Prix Sakarov 2019, le Prix Vaclav Havel 2019, le Prix des droits de l'homme de la Ville de Weimar 2017, le Prix Martin Ennals 2016 et le Prix PEN Barbara Goldsmith Liberté d'Ecrire 2014, Ilham Tohti, écrivain et intellectuel du Peuple Ouïghour, continue de purger injustement son inhumaine peine de prison. Arrêté en janvier 2014, au terme d'un procès inéquitable de deux jours en septembre 2014, Ilham Tohti a été condamné à la réclusion à perpétuité. Selon sa fille, Jewher Tohti, c'est en 2017 que sa famille a pu le voir une dernière fois dans un camp d'internement de la région Xinjiang.

[Lire l'article.](#)

« Alma », roman jeunesse de Timothée de Fombelle, privé de diffusion aux États-Unis et en Angleterre

LA CROIX | Redoutant une polémique autour du concept d'« appropriation culturelle », l'éditeur anglo-saxon Walker Books renonce à publier le dernier livre de Timothée de Fombelle, Alma. Le vent se lève, qui met en scène une jeune Africaine réduite en esclavage au XVIIIe siècle.

Par Cécile Jaurès, le 1 juillet 2020

Alma ne va hélas pas pouvoir rencontrer ses jeunes lecteurs anglo-saxons. Sorti en France le 11 juin, le roman, qui mêle avec brio rigueur historique et récit d'aventure (Lire l'article dans l'Hebdo de La Croix à paraître les 4 & 5 juillet), raconte la traite atlantique à travers le regard d'une adolescente arrachée à sa terre natale, l'Afrique. Sans remettre en question la qualité du texte, l'éditeur Walker Books a fait savoir à Timothée de Fombelle qu'il ne se chargerait pas de sa publication en Grande Bretagne et aux États-Unis, où il avait pourtant édité une douzaine de ses précédents romans.

« Il m'a laissé entendre que, dans le délicat contexte actuel, il ne voulait pas donner une vision blanche de l'esclavage », explique l'auteur qui ne crie pourtant ni à la censure, ni au boycott : « Les véritables victimes sont dans mon livre. Ce débat traduit surtout un malaise du monde sur ce sujet. Je crois, modestement, que ce roman peut apporter quelque chose à notre mémoire. Un enfant qui passe 1 200 pages (sur l'ensemble de la trilogie à venir, NDLR) à comprendre les mécanismes

de ce crime contre l'humanité, rarement abordé dans la littérature jeunesse, en gardera une trace dans son imaginaire, et pas simplement un savoir. »

Un concept des années 1970 ravivé par l'actualité...

Cette autocensure témoigne de la frilosité croissante de certains éditeurs, face aux accusations d'« appropriation culturelle » qui visent de plus en plus fréquemment la production artistique (spectacles, films, œuvres d'art, mode...). Comme l'explique Tania de Montaigne dans L'Assignation (éd. Grasset), l'expression a été inventée en 1976 par l'historien d'art canadien Kenneth Coutts-Smith pour désigner la façon dont l'art devient, pendant les campagnes napoléoniennes, une « prise de guerre ». Par extension, le concept se met à désigner, dans les années 1980, la spoliation d'une culture dominée par une culture dominante (souvent occidentale). L'avocat Emmanuel Pierrat, auteur de Nouvelles morales, nouvelles censures (éd. Gallimard), relie

cette notion à la montée des revendications sur la propriété intellectuelle : « Dès les années 1960, des communautés autochtones comme les Indiens des États-Unis ou les Berbères d'Algérie, réclament des droits d'auteur au titre de compensation pour l'exploitation de leur patrimoine ». Suivront toute une série de procès retentissants, comme celui des descendants du musicien zoulou Solomon Linda contre Disney pour l'utilisation d'une mélodie traditionnelle dans son film Le Roi Lion.

... et prisé des activistes

Parallèlement, les grandes universités américaines voient émerger de nouveaux champs d'étude qui font la part belle aux identités (genre, couleur de peau, origines ethniques) et adoptent l'appropriation culturelle comme angle de lecture. « Importée en France via les intellectuels, cette théorie est désormais reprise par des activistes qui lancent des pétitions pour interdire des œuvres et radicalisent le mouvement via les réseaux sociaux », explique Emmanuel Pierrat. « Dans ces commu-

nautés virtuelles, on questionne plus l'identité de la personne qui parle que ce qu'elle dit », déplore l'historien Frédéric Régent, conseiller scientifique pour le Mémorial des Tuileries en hommage aux victimes de l'esclavage. « Est-ce qu'on reprocherait à un historien d'origine africaine d'étudier le Moyen Âge européen ? ». Au contraire, il appelle les chercheurs comme les artistes à « s'emparer de ce sujet pour combler les lacunes de la mémoire ».

[Lire l'article.](#)

Chili | Des actions en justice à l'encontre d'artistes et de mouvements sociaux associées à leur criminalisation témoignent d'un renforcement de la censure

PEN International

Version française par Yekta pour le Pôle Traduction du PEN français | 28 juillet 2020

Le PEN International et le PEN Chili condamnent les actions en justice exercées contre les activistes et artistes de LasTesis, auteurs de la performance intitulée *A rapist in your* ("Un violeur sur ta route"), réalisée dans plus de 35 pays. Ces procédures, déclenchées par une section des forces de police chiliennes, les Carabineros, mettent la liberté d'expression en péril et témoignent d'un danger pour les écrivains, les artistes ainsi que les militants sociaux et les journalistes qui critiquent la sécurité et la politique gouvernementale.

"La criminalisation de ce collectif d'auteurs, d'artistes et d'activistes agissant pour des motifs louables tels que les droits des femmes ou l'espace de critique que représente l'art, est une attaque perpétrée contre la libre expression qui affecte la société dans son ensemble. La performance de LasTesis symbolise le besoin de justice et se fait la porte-parole de millions de femmes. Les contraindre à cesser reviendrait à réduire au silence des femmes à travers le monde entier", a déclaré Jennifer Clement, Présidente du PEN International. Le 16 Juin 2020, le journal *La Tercera* a révélé

qu'une plainte avait été déposée contre

LasTesis par les Carabineros du Chili sur l'allégation d'un crime "d'atteinte à autorité et de menaces contre l'institution policière". Le 17 juin, le Bureau du Procureur Régional de Valparaiso a confirmé qu'il y avait eu deux plaintes déposées contre les artistes. La première date du 30 Mai, la seconde du 12 Juin. Une enquête criminelle a été ordonnée et approuvée la prise en charge de celle-ci par l'institution qui est à l'origine même des plaintes, ce qui crée un conflit d'intérêts. La première plainte fut la conséquence d'une vidéo et de phrases qui auraient été écrites par le collectif et publiées le 27 Mai sur les réseaux sociaux de LasTesis.

Dans la vidéo, LasTesis - en collaboration avec le groupe Pussy Riot - dénoncerait des actes de violence policière contre des femmes et des violences dans le contexte du confinement lié au virus COVID-19 en différents lieux au Chili. Les membres de LasTesis ont déclaré au PEN qu'ils n'étaient pas les auteurs de ces phrases et qu'ils n'apparaissaient pas dans les vidéos. Ils ont déclaré ne pas avoir

été préalablement ou formellement informés des plaintes déposées contre eux, ayant seulement reçu une réponse du Bureau du Procureur Régional de Valparaiso après que leurs avocats se soient officiellement présentés - à la suite de quoi des copies des plaintes leur ont été délivrées. Deux des membres du collectif ont également confié qu'ils avaient fait l'objet de mesures d'intimidation à une reprise au moins au cours du mois dernier - avec des faisceaux lasers verts pointés vers l'intérieur de leurs maisons - et qu'ils avaient été les cibles d'une campagne de calomnie avant et après le dépôt des plaintes.

La seconde plainte accuse LasTesis d'actes de violence qui auraient été perpétrés contre les Carabineros chiliens dans le contexte des manifestations de novembre et décembre 2019, en relation avec les performances publiques de *A rapist in your way*. Le Président du PEN Chili, Jorge Ragal, a déclaré : "C'est une tentative d'intimidation à deux égards ; elle vise à envoyer un signal de censure à l'égard de la création artistique et culturelle ainsi qu'aux demandes relatives à l'égalité et aux droits des femmes. Le Centre du PEN Chili et

ses membres ont élevé leurs voix, appelant les autorités à mettre fin à ces tentatives de criminalisation de LasTesis". Le PEN International s'inquiète du fait que l'institution dirigeant l'enquête est également celle-là même qui est chargée d'autoriser les personnes à quitter leur domicile pendant le confinement lié au virus COVID-19. Il trouve également préoccupant que quatre des membres du collectif n'aient pas été informés des plaintes déposées contre eux ainsi que le prévoit la loi.

De nombreuses initiatives citoyennes ont été lancées en faveur de LasTesis au niveau international, telles que l'appel de 30 actrices d'Hollywood visant au retrait des plaintes. Les Carabineros maintiennent toutefois la procédure pénale en cours. Le Bureau du Rapporteur Spécial pour la Liberté d'Expression de la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme, a exprimé sa préoccupation concernant la procédure pénale en cours contre LasTesis, soulignant qu'elle pourrait mener à la criminalisation de l'expression artistique et de la contestation, ayant vocation à être protégées par le droit à la libre expression. La Commission Interaméricaine des Droits de

l'Homme a insisté sur la nécessité de garantir le droit des femmes à la liberté d'expression et à l'accès à l'information qui constitue un moyen pour combattre la violence sexiste. À cet égard, les protestations exprimées contre la violence sexiste par des défenseurs des droits de l'Homme, des artistes et des collectifs de femmes, qui se sont étendues grâce au rôle joué par la contestation en ligne, ont été précieuses pour attirer l'attention sur la persistance d'un problème qui compromet le droit des femmes à pouvoir jouir d'une vie exempte de violence.

En décembre 2019, la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme a condamné l'usage excessif de la force lors des contestations sociales au Chili, à l'occasion desquelles un nombre important de violations des droits de l'Homme dénoncées à des organes de l'État ont été attestées. Celle-ci a indiqué qu'elle avait connaissance d'au moins 332 plaintes contre les Carabineros, 39 contre les forces militaires et 6 contre la Police d'Investigation (Policía de Investigaciones - PDI).

Le PEN International appelle de toute urgence le Gouvernement du Chili à :

- . Mettre un terme à la criminalisation du collectif LasTesis, cesser de le harceler et assurer la protection de son intégrité physique et psychique ;
- . Respecter les obligations pour lesquelles l'État chilien s'est engagé dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et le Pacte International sur les Droits Civils et Politiques, incluant le respect de la Liberté d'Expression et de Rassemblement ;
- . Mettre fin aux conflits d'intérêts dans la conduite des enquêtes pénales, respecter les exigences du procès équitable et garantir l'accès aux droits de l'Homme pour l'ensemble des citoyens.

[Lire l'article en anglais.](#)



Le collectif LasTesis.

Chine - Hong Kong | Sérieuses inquiétudes concernant l'arrestation de l'éditeur de médias et militant pour la démocratie Jimmy Lai

PEN International

Version française par Yekta pour le Pôle Traduction du PEN français | 11 août 2020

Le PEN International est préoccupé par des rapports indiquant que Jimmy Lai, militant pour la démocratie et propriétaire du journal réputé Apple Daily, est actuellement en détention avec 8 autres personnes sur le fondement d'accusations en relation avec la sécurité nationale. L'arrestation de Jimmy Lai - qui coïncide avec des incursions dans son entreprise de médias, Next Digital, et celle de ses deux fils, représentent les manifestations les plus récentes de la Loi de Sécurité Nationale adoptée il y a peu de temps et utilisée d'une manière qui cible d'une manière disproportionnée les voix critiques à l'égard du gouvernement de Hong Kong. En réaction à la détention de Jimmy Lai, Salil Tripathi, Président du Comité des Écrivains en Prison au PEN International, a déclaré : "L'arrestation de Jimmy Lai est scandaleuse ; elle est non seulement largement disproportionnée par rapport à la menace que peut représenter un journal à Hong Kong, mais elle va également à l'encontre de tout ce à quoi la Chine a consenti en signant la Déclaration Commune Sino-britannique en 1984, garantissant "un pays, deux systèmes". Cette règle fondamentale est désormais réduite en miettes ; il est profondément attristant de voir des droits civils bafoués avec tant de facilité à Hong Kong et la manière dont les services de police et la bureaucratie de Hong Kong,

autrefois admirés, cèdent à Pékin. L'autorité judiciaire indépendante de Hong Kong doit se saisir de l'occasion et remettre en liberté Jimmy Lai afin qu'il puisse faire fonctionner Apple Daily, le journal dont il est propriétaire, sans crainte ni intimidation, et afin que ses journalistes et, en réalité, tous les journalistes, fassent ce qu'ils sont supposés faire et ont fait - demander aux puissants de rendre des comptes et raconter les histoires que les autorités n'ont pas envie d'entendre". Le PEN International presse le gouvernement de Hong Kong de s'assurer que la mise en oeuvre de la Loi de Sécurité Nationale ne vient pas enfreindre le droit à la liberté de parole, la liberté de la presse et la liberté de publication, tels qu'ils sont prévus dans la Loi Fondamentale de la Région Administrative Spéciale de Hong Kong et l'Ordonnance sur la Déclaration des Droits.

Pour plus d'informations, merci de contacter Ross Holder, Coordinateur du Programme pour l'Asie au PEN International, Unit A, Koops Mill, 162-164 Abbey Street, London, SE1 2AN Tel. + 44 (0) 20 7405 0338, email: ross.holder@pen-international.org

[Lire l'article en anglais.](#)

Égypte | Le PEN International s'associe à l'appel pour la libération de la cinéaste et écrivain Sanaa Seif

PEN International

Traduction par Yekta pour le Pôle Traduction du PEN français | 11 août 2020

Sanaa Seif, une cinéaste et écrivain égyptienne, est en détention depuis le mois de juin 2020 pour une enquête portant sur des infractions de "fausses nouvelles" et de "terrorisme". Cette détention est liée à son militantisme en faveur de son frère emprisonné, Alaa Abd El Fattah, et d'autres prisonniers politiques. Le PEN International s'associe à Amnesty International, à Human Rights Watch, au PEN Anglais, à Artists at Risk Connection (ARC) du PEN American et à d'autres organisations de défense des droits de l'Homme et de l'art, aux côtés de plus de 200 écrivains, artistes et activistes, pour condamner l'arrestation de Sanaa Seif et appeler à sa libération.

La pétition publiée le 4 août 2020 est la suivante :

L'enlèvement de Sanaa Seif

Le 21 Juin 2020, Sanaa Seif, ainsi que sa mère et sa soeur, dormaient sur le pavé devant la Prison de Tora, au Caire. Depuis le déclenchement de l'épidémie de COVID-19, les autorités égyptiennes censurent toute information sur les prisons. Sanaa Seif et sa famille étaient sur place pour insister sur la possibilité toute simple qui leur est reconnue par la loi de prendre réception d'une lettre

du frère de Sanaa Seif, le célèbre militant et blogueur, Alaa Abd El Fattah, qui est retenu depuis Septembre 2019 sans procès et qui a déjà - et récemment - purgé une peine d'emprisonnement injustifiée de cinq ans. Le matin suivant, le 22 Juin, elles ont été attaquées par un groupe de femmes en civil ayant reçu leurs instructions des gardiens de prison et de policiers. Elles en ont été sérieusement contusionnées, se sont vues dérober la plupart de ce qu'elles détenaient et Sanaa Seif a été victime d'une blessure à la tête. Le jour d'après, le 23 Juin, elles se sont rendues au Bureau du Procureur Public pour rapporter l'incident et c'est alors que Sanaa Seif a été victime d'un enlèvement par des policiers en civil. Séparée brutalement de son avocat et poussée dans une camionnette non immatriculée, elle a été conduite au Service du Procureur Général de la Sûreté de l'État Égyptien, notoirement connu pour retenir des opposants politiques et des détracteurs dans le cadre de longues détentions pré-sentencielles reposant sur des accusations infondées de "terrorisme". Les représentants du ministère public ont interrogé Sanaa et ordonné son placement en détention pendant la conduite d'investigations portant sur des accusations de "diffusion de fausses nouvelles", d'"incitation à des crimes terroristes" et d'"usage abusif des réseaux so-

ciaux”. Ni Sanaa ni son conseil n’ont été autorisés à consulter son dossier. Sanaa est monteuse pour le cinéma, écrivain et militante. Elle a travaillé sur le documentaire *The Square*, nommé aux Oscar, et sur le film *In the Last Days of the City*, primé. Elle n’est que l’une parmi des centaines d’artistes, d’avocats, de journalistes, de personnes LGBTQ+, d’écrivains, d’éditeurs, de libraires et de traducteurs retenus en prison en Egypte actuellement. Sanaa est la victime la plus récente d’une série d’arrestations ne semblant pas devoir connaître de terme et qui définit la gouvernance du Président Abdel Fattah el-Sisi. Des dizaines de milliers de détentions inspirées par des motifs politiques ont été attestées par des organisations de défense des droits de l’Homme ; au moins 16 établissements pénitentiaires ont été construits pendant l’ère el-Sisi. Dans le même temps, les tribunaux et les procureurs ont prolongé des privations de liberté préventives sans que les détenus concernés aient été présents lors des audiences. En Juin de cette année, Sarah Hegazy, ne parvenant pas à se remettre de sa détention et des actes de torture qu’elle avait subis, s’est donné la mort. Elle avait été arrêtée pour avoir fait flotter un drapeau arc-en-ciel lors d’un concert. En Mai, un ami de Sanaa, Shady Habash, un réalisateur de 24 ans

ayant participé à la création d’un clip musical critique à l’égard du Président égyptien, est mort après que les autorités pénitentiaires se soient abstenues de lui fournir le soin médical qui lui était nécessaire. Il avait ingéré de l’alcool désinfectant. Il était détenu depuis plus de deux années à titre préventif. Quelques mois avant sa mort, il écrivait : “J’ai besoin de votre soutien et j’ai besoin que vous vous souveniez que je suis toujours incarcéré, qu’ils m’ont oublié et que je meurs à petit feu de jour en jour en sachant que j’affronte tout cela seul - et je sais que j’ai de nombreux amis qui m’aiment et qui ont peur d’écrire à mon sujet ou pensent que je m’en sortirai même sans leur soutien. J’ai besoin de vous et j’ai besoin de votre soutien plus que jamais”. La solidarité de la communauté internationale est plus que jamais nécessaire en ces temps de rupture sans précédent de l’obligation de répondre de ses agissements. Ensemble, nous appelons les autorités égyptiennes à relâcher immédiatement Sanaa, Alaa et toutes les personnes détenues pour l’exercice pacifique de leur droits. Nous demandons au gouvernement égyptien de mettre un terme à l’abus de détention préventives. Et nous demandons à titre général que soit affirmés les droits de toute personne à vivre dans la dignité et la justice.

Institutions co-signataires

Amnesty International
 Arsenal – Institute for Film and Video Art
 Artists at Risk
 Cairo Institute for Human Rights Studies
 Electronic Frontier Foundation
 English PEN
 EuroMed Rights
 Freemuse
 Human Rights Watch
 Index on Censorship
 La Coalition internationale pour les cinéastes en danger - International Coalition for Filmmakers at Risk (ICFR) et ses organisations fondatrices :
 . the European Film Academy (EFA),
 . the International Film Festival Rotterdam (IFFR),
 .The International Documentary Film Festival Amsterdam (IDFA).
 International Documentary Organization (IDA)
 PEN America, Artists at Risk Connection
 PEN International
 Reprieve
 Société des réalisateurs de films – SRF
 Sundance Institute

Action

Pour des détails sur des artistes, des écrivains, des réalisateurs et d’autres personnes ayant signé la pétition à titre individuel, pour visionner une vidéo poignante de l’arrestation de Sanaa Seif et ajouter votre nom à la pétition, rendez-vous sur :

<https://www.freedomfor.network/sanaa/>

Pour plus d’informations, merci de prendre contact avec Sara Whyatt, Coordinatrice du Programme pour l’Asie au PEN International, Koops Mill Mews, Unit A, 162-164 Abbey St, London, SE1 2AN, Tel.+ 44 (0) 20 7405 0338, email: sara.whyatt@pen-international.org

Iran | Risques de COVID-19 pour la défenseur des droits de l'Homme et écrivain en détention Narges Mohammadi

PEN International

Version française par le Pôle Traduction du PEN Club français | 22 juillet 2020

16 experts des Nations Unies ont demandé la libération immédiate de Narges Mohammadi, soulignant les risques qu'elle encourt en cas de contamination à la COVID-19.

Le PEN International s'inquiète des informations selon lesquelles l'écrivain, journaliste et défenseur des droits de l'Homme Narges Mohammadi pourrait avoir contracté le virus COVID-19 dans la prison de Zanjan où elle purge des peines d'une durée totale de 16 années pour son militantisme en faveur des droits de l'Homme. Elle souffre de problèmes de santé sous-jacents pour lesquels elle s'est vue refuser un traitement approprié, ce qui constitue une source d'inquiétude supplémentaire pour son bien-être. Le PEN International renouvelle son appel aux autorités iraniennes concernant la libération immédiate et inconditionnelle de Narges Mohammadi ; il demande que lui soit accordé de toute urgence un total accès à toute assistance médicale nécessaire.

AGISSEZ ! Partagez sur Facebook, Twitter et les autres réseaux sociaux

Merci d'adresser des appels :

. exprimant de sérieuses préoccupations pour la santé de Narges Mohammadi et pressant les autorités de lui accorder de toute urgence l'accès à toute assistance médicale nécessaire ;

. appelant à la libération immédiate et inconditionnelle de Narges Mohammadi et de toutes les personnes détenues pour l'exercice de leur droit à la libre expression ;

. exigeant une enquête approfondie sur les informations selon lesquelles Narges Mohammadi est sujette à de mauvais traitements et se voit refuser les soins médicaux appropriés en prison.

Adressez vos appels à :

. Le Guide de la République islamique Grand Ayatollah Sayed 'Ali Khamenei
The Office of the Supreme Leader Islamic Republic Street End of Shahid Keshvar Doust Street, Tehran, Islamic Republic of Iran.

Twitter: @khamenei_ir (Compte en langue Hispanique), @Khamenei_ar (langue Arabe), @Khamenei_es (Compte en langue Hispanique).

. Le Chef du Pouvoir Judiciaire : Ayatollah Sadegh Larijani c/o Public Relations Office Number 4, Deadend of 1 Azizi – Vali Asr Street Tehran, Islamic Republic of Iran

. Le Président de la République islamique d'Iran : Hassan Rouhani Pasteur Street, Pasteur Square Tehran, Islamic Republic of Iran Email: media@rouhani.ir <http://rouhani.ir/register.php> | Twitter: @HassanRouhani (Anglais) and @Rouhani_ir (Langue Perse) et adressez-en copie à l'ambassade d'Iran dans votre pays.

Vous trouverez l'adresse des ambassades ici.

** Merci de nous tenir informés de toute action entreprise à l'égard du cas de Narges Mohammadi, y compris de toute réponse reçue de la part des autorités. Pour plus d'informations, merci de contacter Sara Whyatt, MENA Programme Coordinator, at PEN International, Koops Mill Mews, Unit A, 162-164 Abbey St, London, SE1 2AN, Tel.+44 (0) 20 7405 0338, email: sara.whyatt@pen-international.org

Turquie | Les prisonniers politiques doivent être libérés sans délai

PEN International

Version française par le Pôle Traduction du PEN Club français | 24 juin 2020

16 experts des Nations Unies ont demandé la libération immédiate de Narges Mohammadi, soulignant les risques qu'elle encourt en cas de contamination à la COVID-19.

Le PEN International s'inquiète des informations selon lesquelles l'écrivain, journaliste et défenseur des droits de l'Homme Narges Mohammadi pourrait avoir contracté le virus COVID-19 dans la prison de Zanjan où elle purge des peines d'une durée totale de 16 années pour son militantisme en faveur des droits de l'Homme. Elle souffre de problèmes de santé sous-jacents pour lesquels elle s'est vue refuser un traitement approprié, ce qui constitue une source d'inquiétude supplémentaire pour son bien-être. Le PEN International renouvelle son appel aux autorités iraniennes concernant la libération immédiate et inconditionnelle de Narges Mohammadi ; il demande que lui soit accordé de toute urgence un total accès à toute assistance médicale nécessaire.

AGISSEZ ! Partagez sur Facebook, Twitter et les autres réseaux sociaux.

Merci d'adresser des appels :

. exprimant de sérieuses préoccupations pour la santé de Narges Mohammadi et pressant les autorités de lui accorder de toute urgence l'accès à toute assistance médicale nécessaire ;

. appelant à la libération immédiate et inconditionnelle de Narges Mohammadi et de toutes les personnes détenues pour l'exercice de leur droit à la libre expression ;

. exigeant une enquête approfondie sur les informations selon lesquelles Narges Mohammadi est sujette à de mauvais traitements et se voit refuser les soins médicaux appropriés en prison.

Adressez vos appels à :

. Le Guide de la République islamique Grand Ayatollah Sayed 'Ali Khamenei
The Office of the Supreme Leader Islamic Republic Street End of Shahid Keshvar Doust Street, Tehran, Islamic Republic of Iran.

Twitter: @khamenei_ir (Compte en langue Hispanique), @Khamenei_ar (langue Arabe), @Khamenei_es (Compte en langue Hispanique).

. Le Chef du Pouvoir Judiciaire : Ayatollah Sadegh Larijani c/o Public Relations Office Number 4, Deadend of 1 Azizi – Vali Asr Street Tehran, Islamic Republic of Iran

. Le Président de la République islamique d'Iran : Hassan Rouhani Pasteur Street, Pasteur Square Tehran, Islamic Republic of Iran | Email: media@rouhani.ir <http://rouhani.ir/register.php> | Twitter: @HassanRouhani (Anglais) and @Rouhani_ir (Langue Perse) et adressez-en copie à l'ambassade d'Iran dans votre pays.

Vous trouverez l'adresse des ambassades ici.

** Merci de nous tenir informés de toute action entreprise à l'égard du cas de Narges Mohammadi, y compris de toute réponse reçue de la part des autorités. Pour plus d'informations, merci de contacter Sara Whyatt, MENA Programme Coordinator, at PEN International, Koops Mill Mews, Unit A, 162-164 Abbey St, London, SE1 2AN, Tel.+44 (0) 20 7405 0338, email: sara.whyatt@pen-international.org.

Russie | Le PEN déplore la condamnation de l'homme de théâtre Kirill Serebrennikov

PEN International

Traduction de Yekta pour le Pôle Traduction du PEN Club français | 26 juin 2020

Le PEN International et le PEN Moscou déplorent la décision par laquelle la Cour Meshchansky de Moscou a reconnu aujourd'hui Kirill Serebrennikov coupable de fraude à grande échelle en rapport avec son détournement présumé de fonds publics. Il a été condamné à une peine de trois ans d'emprisonnement avec sursis ainsi qu'à une amende substantielle et à l'indemnisation des dommages présumés.

“La condamnation de Kirill Serebrennikov est une offense à la justice et nous appelons à l'annulation de cette décision. Dans cette affaire clairement montée de toutes pièces, la procédure a permis d'illustrer la précarité du droit à un procès équitable pour les voix dissidentes en Russie”, a déclaré Carles Torner, Directeur Exécutif du PEN International. Kirill Serebrennikov, qui a exprimé des critiques à l'égard de la politique du gouvernement russe à plusieurs reprises, est le directeur artistique du Centre Gogol, une compagnie d'avant garde expérimentale réputée pour ses créations contemporaines traitant souvent de thématiques politiques ou sexuelles. L'affaire présente, qui a débuté en Mai 2017 lorsque l'appartement de Kirill Serebrennikov et les locaux du Centre Gogol ont été dévalisés, gravite autour de fonds attribués à la compa-

gnie de théâtre Septième Studio entre 2011 et 2014 pour Plateforme. Il s'agissait d'un projet de danse contemporaine, de musique ainsi que de théâtre populaire et grand public. Les enquêteurs ont prétendu que ce volet n'avait jamais été organisé, ce que Kirill Serebrennikov a toujours contesté.

“L'enquête et la procédure judiciaire sont emblématiques de la pression croissante exercée sur la liberté artistique en Russie et la condamnation de Kirill Serebrennikov, dont la conclusion était prévisible, risque désormais d'avoir un effet dissuasif sur les créateurs de théâtre et d'autres artistes, leur créativité étant freinée par l'auto-censure”, a déclaré Alexander Arkhangelsky, Président du PEN Moscou. Si l'utilisation des fonds alloués pour les productions théâtrales est un processus notoirement obscur, de nombreux artistes et intellectuels en Russie ont affirmé d'emblée que les poursuites reposaient sur des motifs politiques, en les situant dans le contexte de l'étouffement des voix dissidentes par les autorités russes.

Serbie | Le PEN International s'associe à l'appel pour la protection des journalistes et des travailleurs de l'information

PEN International

Traduction de Yekta pour le Pôle Traduction du PEN Club français | 21 juillet 2020

Entre le 7 et le 11 Juillet 2020, 28 journalistes et travailleurs de l'information ont été agressés par des manifestants et des officiers de police au cours de manifestations en Serbie. Le PEN International s'associe au groupement Media Freedom Rapid Response (MFRR) et à d'autres organisations de défense de la libre expression et des médias en appelant à une enquête approfondie sur toutes les menaces et attaques envers les journalistes afin de garantir que les auteurs de violences, incluant des officiers de police et d'autres entités étatiques, aient à répondre de leurs actes.

Une lettre ouverte ([version en anglais](#) - [version en serbe](#)) a été adressée au Ministre de l'Intérieur de la République de Serbie, le Dr Nebojša Stefanović.

Zimbabwe | Le journaliste Hopewell Chinono doit être remis en liberté et les accusations pesant contre lui entièrement abandonnées

PEN International

Version française par Yekta pour le Pôle Traduction du PEN Club français | 6 août 2020

Le PEN International appelle les autorités de la République du Zimbabwe à remettre immédiatement en liberté le journaliste d'investigation et cinéaste Hopewell Chinono actuellement détenu et à abandonner sans condition les accusations qui pèsent contre lui. Le 22 Juillet 2022, la Police de la République du Zimbabwe a fait irruption, armée, au domicile de Hopewell Chinono à Harare et l'a placé en état d'arrestation sans mandat ni explication. Il a été retenu au Poste de la Police Centrale de Harare et a comparu devant un Tribunal de Première Instance où il a été inculpé d'"incitation à participer à des violences publiques pour avoir encouragé les manifestations prévues le 31 Juillet 2020 sur ses pages de médias sociaux". Le tribunal lui a refusé la possibilité d'une libération sous caution et a ordonné son placement en détention à la Prison Remand de Harare où il est retenu depuis le Vendredi 24 Juillet 2020. L'audience de Hopewell Chinono est prévue le Vendredi 7 Août 2020 et, en cas de condamnation, il est passible d'une peine pouvant aller jusqu'à 10 ans d'emprisonnement.

Le PEN International a reçu des rapports établissant que, préalablement à son arrestation, Hopewell Chinono avait publié des documents exposant une corruption présumée de haut ni-

veau où des individus puissants au Zimbabwe tiraient avantage d'accords de plusieurs millions de dollars concernant du matériel essentiel à la lutte contre le Virus COVID 19.

Nous pensons que les autorités du Zimbabwe persécutent Hopewell Chinono dans l'intention de réduire au silence son journalisme d'investigation et ses reportages sur une corruption présumée de haut niveau au Zimbabwe.

"N'est-il pas ironique que les autorités du Zimbabwe, dont les promesses éloquentes d'engagement à lutter contre la corruption et à faire respecter la démocratie sont si fréquentes, soient également celles qui persécutent Hopewell Chinono pour sa pratique journalistique, à travers laquelle il a dévoilé des soupçons de corruption de fonctionnaires et effectué des reportages sur des projets de manifestations pacifiques ? La liberté d'expression, incluant la liberté de la presse, est garantie dans la Constitution de la République du Zimbabwe en tant que liberté pour les citoyens et en tant que devoir de protection pesant sur l'État. Il ne s'agit donc pas de propositions inspirées par la compassion ou de suggestions que les autorités pourraient choisir ou non de respecter. Le journalisme n'est pas un crime au Zimbabwe.

Le harcèlement judiciaire de Hopewell Chinono par les autorités doit cesser sur-le-champ. Il devrait être remis en liberté sans condition", a déclaré Romana Cacchioli, Directrice adjointe du PEN International.

AGISSEZ !

Merci d'adresser des appels urgents aux autorités de la République du Zimbabwe, les pressant :

- . D'abandonner immédiatement toutes les accusations pesant sur Hopewell Chinono et sur toutes les personnes qui sont retenues ou accusées pour avoir protesté pacifiquement contre le gouvernement ;
- . De mettre fin au harcèlement judiciaire des journalistes et de toutes les autres voix dissidentes au Zimbabwe ;
- . De respecter les garanties constitutionnelles du Zimbabwe protégeant la liberté des médias et le droit à la liberté d'expression et de cesser dans les plus brefs délais de faire un usage arbitraire du système de justice pénale pour réduire au silence le journalisme critique, la dissidence publique et les autres expressions pacifiques de mécontentement à l'égard du gouvernement ;
- . De se mettre en conformité avec leurs obligations découlant du droit international des

droits de l'Homme ainsi qu'avec les standards relatifs à la protection du droit à la liberté d'expression et des libertés d'association et de rassemblement.

Adressez vos appels à :

Emmerson Dambudzo Mnangagwa, Président de la République du Zimbabwe
Email: info@opc.gov.zw
Tel: +263 24 270 7091/7
Twitter: @edmnangagwa

Ziyambi Ziyambi, Ministre de la Justice, Affaires Juridiques et Constitutionnelles
Email: justice@justice.gov.zw
Tel: +263 24 774 620/7
Twitter: @ZiyambiZ

Paul Themba Nyati, Porte-parole de la Police de la République du Zimbabwe et Commissaire Assistant
Tel: +263 716 800 107
Twitter: @PoliceZimbabwe

Zimbabwe | Les accusations contre Tsitsi Dangarembga doivent être abandonnées

PEN International

Version française par Yekta pour le Pôle Traduction du PEN Club français | 4 août 2020

Le PEN International appelle à l'abandon immédiat des accusations portées contre l'auteur et cinéaste zimbabwéenne Tsitsi Dangarembga. Le PEN a été informé du fait que Tsitsi Dangarembga a été placée en état d'arrestation par la Police de la République du Zimbabwe, sans mandat ni explication, le Vendredi 31 Juillet 2020 à Harare, alors qu'elle protestait pacifiquement contre la corruption. Elle a été retenue pendant la nuit au poste de police de Borrowdale avant de comparaître devant un tribunal et d'être remise en liberté, le 1er Août 2020, après le versement d'une caution de 5,000 ZW (Dollar du Zimbabwe, ndt). Par la suite, l'ordre lui a été intimé de remettre son passeport et de se présenter auprès des services de police chaque semaine. Sa prochaine audience devant un tribunal est prévue le 18 Septembre 2020.

“À la faveur d'un étrange concours de circonstances qui semble tout droit sorti d'un roman surréaliste, Tsitsi Dangarembga a été arrêtée pour l'expression pacifique de son opinion sur l'accroissement de la corruption au Zimbabwe, avant d'être relâchée comme si le gouvernement faisait preuve de magnanimité. Elle a été arrêtée pour avoir déclaré sur les réseaux sociaux : Mes amis, il y a un principe fondamental. Si vous voulez que vos souffrances

prennent fin, vous devez passer à l'action, L'action naît de l'espoir. C'est le principe de la conviction et de l'action - que le gouvernement confond avec "l'insurrection". Les autorités du Zimbabwe doivent non seulement revoir leur sémantique mais également leur conception des droits de l'Homme et de la libre expression. Ils doivent abandonner toutes les accusations pesant sur Tsitsi Dangarembga - pré-sélectionnée pour le Booker Prize cette année, et toutes les autres personnes manifestant pacifiquement contre le gouvernement. En tant qu'écrivains du monde entier, nous pressons les autorités d'agir en conformité avec la loi et la Constitution ainsi qu'à respecter les droits de l'Homme, afin que Tsitsi Dangarembga, trésor national du Zimbabwe, puisse continuer à faire ce à quoi elle préférerait également se consacrer - nous narrer des histoires afin que nous puissions mieux comprendre notre monde”, a déclaré Salil Tripathi, Président du Comité des Écrivains en Prison au PEN International.

AGISSEZ !

Merci d'adresser des appels pressant les autorités de la République du Zimbabwe :

- . D'abandonner immédiatement toutes les accusations pesant sur Tsitsi Dangarembga et sur toutes les personnes protestant pacifiquement contre le gouvernement ;
- . De mettre fin au harcèlement judiciaire des écrivains, des journalistes et de toutes les autres voix dissidentes au Zimbabwe ;
- . De respecter les garanties constitutionnelles du Zimbabwe concernant la liberté d'expression et de cesser de faire un usage arbitraire des dispositions restrictives prévues par la Constitution pour réduire au silence la dissidence publique et l'expression du mécontentement à l'égard du gouvernement ;
- . De se mettre en conformité avec leurs obligations découlant du droit international des droits de l'Homme ainsi qu'avec les standards relatifs à la protection du droit à la liberté d'expression et des libertés d'association et de rassemblement.

Adressez vos appels à :

. Emmerson Dambudzo Mnangagwa, Président de la République du Zimbabwe
Email: info@opc.gov.zw
Tel: +263 24 270 7091/7
Twitter: @edmnangagwa

. Ziyambi Ziyambi, Ministre de la Justice, Affaires Juridiques et Constitutionnelles
Email: justice@justice.gov.zw
Tel: +263 24 774 620/7
Twitter: @ZiyambiZ

. Paul Themba Nyati, Porte-parole de la Police de la République du Zimbabwe et Commissaire Assistant
Tel: +263 716 800 107
Twitter: @PoliceZimbabwe

Iran | « La liberté n'a jamais été offerte à quiconque sur un plateau d'or » - Des écrivains menacés d'emprisonnement s'adressent au PEN Sydney

PEN International

Version française par le Pôle Traduction du PEN Club français | 8 juillet 2020

Le 21 mai 2020, le PEN International a lancé une alerte sur la convocation à la prison de trois écrivains iraniens, Baktash Abtin, Reza Khandan-Mahabadi et Keyvan Bazhan, qui ont été condamnés en mai 2019 pour leurs écrits critiques. Les trois écrivains ne se sont pas encore conformés à l'ordre, craignant pour leur santé dans le cadre de la pandémie actuelle de COVID-19, très répandue dans les prisons iraniennes. Le PEN International continue à demander l'abandon des charges retenues contre eux. Vous trouverez de plus amples informations et des conseils sur l'envoi d'appels ici.

En juin 2020, Baktash Abtin et Reza Khandan-Mahabani ont accordé une interview au président du PEN Sydney, Mark Isaacs, dans laquelle ils ont évoqué la longue histoire de la censure des écrivains, leur expérience personnelle de la censure et l'histoire de leur dernière arrestation et de leur dernier procès.

Dans son commentaire final, Baktash Abtin a déclaré : « La liberté n'a jamais été offerte à quiconque sur un plateau d'or. Nous devons payer un lourd tribut pour cela. Dans des pays comme le nôtre, où règne une dictature, alors que nous luttons pour la liberté d'expression et contre la censure, défendre nos droits naturels

devient difficile. Dans un pays comme l'Iran, la mort est au rabais pour les intellectuels, les amoureux de la liberté et ceux qui se battent pour la liberté d'expression. [...] nous ne craignons pas les procès, la prison et même la torture car nous avons pris notre décision. [...] En toute connaissance des risques, nous mettrons l'accent sur notre cause, qui est de lutter pour la liberté d'expression et contre la censure. Mais nous attendons de tous nos amis, écrivains, intellectuels et de tous ceux qui luttent pour la liberté d'expression dans le monde qu'ils nous soutiennent, surtout s'ils ne vivent pas une situation aussi horrible que la nôtre. Votre soutien ne se limite pas à quelques noms, comme les nôtres, votre soutien consiste à soutenir les valeurs qui fondent notre humaine condition et à la défendre pour éviter que des personnes comme nous soient à la merci des chantages et d'une liberté conditionnelle toujours à renégocier. Et, comme je l'ai dit, dans les pays du tiers monde, la mort est très bon marché et la torture largement répandue. C'est pourquoi nous attendons de nos amis qu'ils nous soutiennent et soutiennent notre liberté. Merci».

L'interview complète peut être consultée sur le [site web du PEN Sydney](#).

Pour plus d'informations, veuillez contacter Sara Whyatt, PEN International, Koops Mill Mews, Unit A, 162-164 Abbey St, London, SE1 2AN, Tél. + 44 (0) 20 7405 0338, email : sara.whyatt@pen-international.org

Biélorussie | Le PEN demande la libération immédiate des prisonniers politiques

PEN International

Version française par le Pôle Traduction du PEN Club français | 4 août 2020

Le PEN International, le PEN Biélorussie et 24 centres PEN sont extrêmement inquiets face aux violations systématiques du droit à la liberté d'expression et des autres droits de l'Homme qui sont essentiels pour la participation démocratique des opposants politiques et des voix dissidentes à la campagne électorale de l'élection présidentielle qui doit se tenir en Biélorussie le 9 août 2020. « À ce jour, en Biélorussie, 24 personnes sont considérées comme des prisonniers politiques », a indiqué Sviatlana Aleksievič (Svetlana Alexievich), président du centre PEN Biélorussie. Parmi elles, se trouvent des blogueurs et des journalistes, des mécènes de la culture – ceux qui en 2020 ont réveillé la société biélorusse et qui, pour la première fois en 26 ans, créent une concurrence sérieuse pour le régime autoritaire de Aliaksandr Lukašenka (Alexander Lukashenko). Aujourd'hui, les écrivains biélorusses sont aux côtés de leur peuple alors que l'Histoire s'écrit dans les rues et sur les places et non dans les bureaux. Le PEN Biélorussie demande aux autorités biélorusses la libération immédiate de tous les prisonniers politiques. Nous demandons le respect de la liberté de parole et des autres droits politiques et espérons la tenue d'une élection libre et juste le 9 août en Biélorussie.

Depuis le début de la campagne électorale actuelle le 6 mai dernier et jusqu'au 31 juillet 2020, 204 activistes politiques, journalistes, blogueurs et participants à des rassemblements pacifistes ont fait l'objet d'arrestation de nature administrative et ont été condamnés à 2 937 jours de détention sur le fondement de dispositions issue d'une législation administrative, utilisées régulièrement pour la persécution politique, sans compter toutes les personnes condamnées à des amendes, selon le Viasna Human Rights Center et le Belarussian Helsinki Committee. Presque 30 personnes ont fait l'objet de poursuites pénales sur des accusations mensongères de crimes économiques ou d'incitation au soulèvement populaire. Parmi ces personnes se trouvent le blogueur Siarhej Cichanoŭski (Siarhei Tsikhanouski) qui avait projeté de se présenter à l'élection présidentielle comme « candidat contestataire » ainsi que d'autres blogueurs qui l'ont soutenu. Selon des sources sûres, Cichanoŭski est détenu dans des conditions inhumaines. De même, parmi les prisonniers politiques se trouve le journaliste et homme politique Paviel Seviaryniec (Pavel Seviarynets), lauréat du Aleś Adamovič Literary Award en 2007 et du Francišak Aliachnovič Award en 2014. Il a été arrêté près de chez lui après avoir

participé à une manifestation préélectorale le 7 juin 2020 et purge maintenant plusieurs peines de prison administratives successives, y compris pour violation des règles relatives à l'organisation et la tenue de rassemblements. « Nous sommes très inquiets au sujet des conditions de détention de Paviel Seviaryniec et de Siarhej Cichanoŭski » a déclaré Salil Tripathi, président du Comité des Écrivains en Prison au PEN International. « Ainsi, depuis son arrestation, Paviel Seviaryniec a été maintenu à l'isolement et n'a pas été autorisé à voir son avocat ni à recevoir de colis de sa famille. Nous sommes particulièrement préoccupés par les rapports fiables qui font état du traitement cruel et inhumain dont Seviaryniec est l'objet, notamment la privation de sommeil et le refus de satisfaire aux besoins d'hygiène de base, d'avoir des vêtements adéquats et de pratiquer un exercice physique. Seviaryniec doit être libéré immédiatement et sans conditions et les allégations de mauvais traitement à son encontre doivent faire l'objet d'une enquête sérieuse rapidement. » Le 18 juin, le candidat à l'élection présidentielle Viktor Babaryka, philanthrope et ancien président de Belgazprombank, et son fils Eduard Babaryka, qui a dirigé les plateformes culturelles de crowdsourcing et de fundraising Ulej et MolaMola, ont également été arrêtés. Viktor

a été un soutien important des arts et de la littérature en Biélorussie et Eduard, à travers les plateformes qu'il a dirigées et a eu un rôle déterminant en soutenant des projets culturels indépendants. L'arrestation des candidats présidentiels et de leurs partisans a donné lieu à des manifestations massives au cours desquelles les gens ont demandé la fin des 26 ans de règne du président Lukašenka, la libération des prisonniers politiques et des élections justes. Lors de ces manifestations, plusieurs journalistes ont été frappés par des membres des forces de sécurité et au moins 62 journalistes ont été arrêtés uniquement pour avoir fait leur métier. Ainsi, le journaliste de Radio Svaboda, Anton Trafimovič, a eu le nez cassé pendant sa détention le 15 juillet. De même, des poursuites pénales pour organisation de soulèvements populaires ont été engagées contre Ihar Losik, administrateur de Telegram channel « Belarus Halaunoha Mozhu » (Belarus of the brain) et consultant de Radio Svaboda, détenu dans une prison du KGB depuis le 25 juin. De plus, la répression à l'encontre des voix dissidentes n'est pas limitée aux personnalités de haut-rang, aux opposants politiques directs et aux journalistes mais s'applique à toute personne qui critique le gouvernement.

Par exemple, des guides de musées, des musiciens, des professeurs, des présentateurs de télévision, et beaucoup d'autres professionnels ont perdu leur emploi pour avoir critiqué les autorités. « Il est clair que lorsque des opposants politiques sont emprisonnés et empêchés de s'exprimer, que des journalistes sont arrêtés pour avoir rendu compte des manifestations et des événements politiques et que des citoyens ordinaires sont sanctionnés pour avoir exprimé leurs opinions pacifiquement, la tenue d'élections libres et justes est impossible » a déclaré Emmanuel Pierrat, président du Comité des Écrivains pour la Paix au PEN International. « Les autorités de Biélorussie doivent mettre fin à la persécution des voix dissidentes pour des motifs politiques et permettre au processus démocratique de se dérouler sans obstruction. »

Signé par :

- PEN International
- PEN Biélorussie
- PEN Brésil
- PEN tchèque
- PEN danois
- PEN anglais
- PEN estonien
- PEN éthiopien
- PEN français
- PEN allemand
- PEN chinois indépendant
- Society of Authors Te Puni Kaituhi O Aotearoa (PEN NZ) Inc Nouvelle-Zélande
- PEN Amérique
- PEN Bangladesh
- PEN Croatie
- PEN Lettonie
- PEN Pays-Bas
- PEN Norvège
- PEN suisse romand
- PEN Turquie
- PEN Ukraine
- PEN Zimbabwe
- PEN polonais
- PEN roumain
- PEN San Miguel de Allende
- PEN suédois



Le blogueur Syarhei Tshikhanouski (Syarhei Tsikhanouski) avait projeté de se présenter à l'élection présidentielle comme « candidat contestataire ».

Cuba | Des organisations dénoncent les arrestations arbitraires de journalistes et d'artistes

PEN International

Version française par le Pôle Traduction du PEN Club français | 1 juillet 2020

Des organisations dénoncent de nombreuses arrestations arbitraires, des restrictions et des coupures d'Internet destinées à empêcher les manifestations contre les violences policières à Cuba. Le 30 juin dernier, au moins 132 personnes incluant des artistes, des journalistes et des activistes ont été victimes d'arrestations, de restrictions pour quitter leur domicile et de coupures d'Internet pour avoir participé à des manifestations contre les violences policières ou en avoir rendu compte. Les services de la sécurité de l'Etat cubain ont conduit des opérations contre des artistes, des journalistes et des activistes qui ont été arrêtés dans la rue et assignés à résidence à leur domicile contre leur gré. Parmi ces personnes, 48 ont été arrêtées et 84 ont été placées en état d'arrestation ou sous surveillance. Il y aurait eu une interruption des services de téléphonie mobile menée par la société de télécommunications ETECSA. La violation des droits de ce groupe de personnes à se réunir, à la liberté d'expression et de circulation par le gouvernement cubain est intervenue dans le contexte d'un appel lancé sur les réseaux sociaux à manifester le 30 juin contre l'assassinat de Hansel Ernesto Hernandez Galiano, tué le 24 juin dans le township de Guanabacoa, province de La Havane, par les

forces de la police révolutionnaire nationale. Les médias indépendants de l'île ont indiqué que le jeune homme avait reçu une balle dans le dos et que son corps avait été incinéré juste après par mesure d'hygiène en raison de la pandémie de Covid-19. Nous ne savons pas si une autopsie a été pratiquée et si ses résultats sont connus¹. Donc, des artistes ont organisé une manifestation pacifiste dans le quartier de Vedado à La Havane pour protester contre les violences policières et demander, entre autres choses, un procès public et une sanction contre l'officier de police responsable, ainsi que la libération des prisonniers politiques du pays.

Néanmoins, les mesures comme celles prises par le gouvernement cubain hier avaient déjà fait l'objet d'une opération le 29 juin dans plusieurs provinces à travers le pays. Elles sont dues à une forme de censure préalable pour laquelle l'utilisation de la détention et les restrictions à la liberté de circulation ainsi que l'interférence de l'entreprise publique ETECSA dans l'accès des personnes aux services de communication constituent des moyens pour empêcher l'exercice du droit à manifester pacifiquement, le journalisme et la liberté d'expression.

Au vu des derniers événements, le rapport de 2019 de la Commission interaméricaine des droits de l'Homme « Situation des droits de l'Homme à Cuba »² a identifié une tendance dans l'utilisation des arrestations arbitraires comme méthode de harcèlement par la police et les agents des services de la sécurité de l'Etat. Selon la CIDH, de telles détentions sont destinées à décourager l'expression de points de vue critiques à l'encontre du gouvernement, empêcher la libre expression d'opinions ou d'idées et entraver le travail de défense et de promotion des droits fondamentaux. D'autre part, concernant la liberté de circulation, la CIDH a précisé comment les restrictions à ce droit visent à empêcher les défenseurs des droits de l'Homme de publier des déclarations critiques ou de participer à la contestation collective dans le pays ou à l'étranger³, comme cela est arrivé dans la situation dénoncée, bien qu'à l'heure où nous écrivons les personnes détenues ont été libérées.

Signataires : ARTICLE 19 Oficina para México y Centroamérica, CADAL, Centro PEN de Escritores Cubanos en el Exilio, Cubalex, English PEN, Freemuse, IFEX-ALC, Movimiento Cubano por la Libertad de Expresión, Movimiento

San Isidro, Observatorio Cubano de Derechos Humanos, PEN America, PEN Internacional, Programa Venezolano de Educación Acción en Derechos Humanos (Provea), Reporteros Sin Fronteras

1. « Un joven muere en Guanabacoa presuntamente a manos de la policía » [Disponible ici](#).
2. Rapport pays sur la situation des droits de l'Homme à Cuba. CIDH (2020). [Disponible ici](#) paragraphe 178, p. 75. Quant aux limitations du droit à la liberté d'expression sur Internet par la coupure du service, la CIDH a indiqué que leur nature sélective était préjudiciable car cela contrevient au principe d'accès universel. De plus, les raisons de ces restrictions s'opposent directement au pluralisme et à la diversité qui sont des éléments vitaux du processus de débat public et de libre expression qui doivent également prévaloir dans un environnement numérique⁴. Au regard de cette situation, les organisations signataires demandent que le gouvernement cubain autorise la tenue de manifestations pacifistes, renonce à continuer de harceler ceux qui y participent ou en rendent compte et à interférer dans leurs communications. Elles demandent également au gouvernement la libération sans inculpation de tous ceux qui ont été arrêtés.

UE | Inquiétudes face aux menaces de poursuites judiciaires contre l'EUobserver

PEN International

Version française par le Pôle Traduction du PEN Club français | 25 juin 2020

Arrêter l'utilisation des SLAPPs (poursuites stratégiques contre la mobilisation publique) : des organisations internationales et des organes de presse expriment leurs inquiétudes face aux menaces de poursuites judiciaires contre l'EUobserver. Les partenaires de Media Freedom Rapid Response (MFRR), des organes de presse et des organisations pour la liberté d'expression et le soutien des journalistes sont inquiets face aux menaces de poursuites judiciaires faites contre l'EUobserver au Luxembourg et en Belgique et demandent l'arrêt de l'utilisation des SLAPPs en Europe. Sans réforme, de telles menaces de poursuites judiciaires seront suffisantes pour faire taire les professionnels des médias et les organes de presse. Nous sommes solidaires de l'EUobserver et nous continuerons à suivre les développements autour de ce cas. En 2019, l'EUobserver a publié [un article](#) en anglais enquêtant sur les actions d'une société britannique de relations publiques, Chelgate, au nom de l'État maltais. Selon ces investigations, les autorités maltaises ont confié à la société Chelgate la défense de l'image de l'ancien Premier ministre de Malte, Joseph Muscat, dans les capitales européennes pendant l'enquête sur le meurtre de Daphne Caruana Galizia. Une partie de son travail consistait à défendre

Muscat dans une enquête du Royaume-Uni sur des « fake news ». Mais l'EUobserver a indiqué que Chelgate avait aussi engagé une société privée de renseignements du Luxembourg appelée Sandstone pour rédiger un rapport sur le meurtre de Daphne Caruana Galizia. Des extraits du rapport de Sandstone que l'EUobserver a pu se procurer accusent le président russe Vladimir Putin et le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev de s'être mis d'accord pour faire assassiner Caruana Galizia par un Tchéchène. Chelgate et ses associés ont également mis au courant certains médias européens ciblés au sujet de Daphne Caruana Galizia, mettant en avant cette théorie et des théories conspirationnistes similaires à son sujet, selon l'EUobserver. Cet article a provoqué de nombreuses réponses de la part de Sandstone, incluant une lettre officielle envoyée à l'EUobserver lui demandant de publier ses sources journalistiques et sa documentation. Alors que l'EUobserver a offert un droit de réponse et de nombreux changements, Sandstone a refusé et au mois de mai 2020, [Sandstone aurait engagé](#) des poursuites civiles et criminelles au Luxembourg à l'encontre de l'EUobserver fondées sur l'article initial. Le 7 mai 2020, le procureur local a rejeté la demande au motif qu'elle relevait de la

compétence des tribunaux civils. Sandstone a laissé passer le délai de 3 mois pour engager une action en diffamation devant la juridiction civile du Luxembourg. Quelques jours après, Sandstone aurait prévu d'engager une autre action contre l'EUobserver en Belgique. Le recours à des poursuites contrariantes contre des journalistes ne se limite pas au Luxembourg, à la Belgique, à l'EUobserver ou à Sandstone. Au cours des quelques dernières années, un nombre important de cas fameux similaires a été recensé. Il y a eu une augmentation flagrante des menaces de poursuites et du harcèlement judiciaire en Europe. L'utilisation des SLAPPs pour cibler et restreindre les journalistes et les professionnels des médias exerce une pression significative sur la liberté de la presse permettant à des justiciables puissants et fortunés d'étouffer une critique légitime grâce à l'utilisation abusive de lois existantes, principalement la diffamation. De plus, 119 organisations de la société civile ont déjà demandé à la Commission européenne de prendre des mesures législatives concrètes pour mettre fin aux « poursuites-bâillon » en Europe, incluant une directive Anti-SLAPP. Ce sont des changements pratiques et nécessaires qui peuvent être mis en avant pour protéger la liberté de la presse en Europe.

Comme cela a été démontré lorsque la directive sur la protection des lanceurs d'alerte a été adoptée, la Commission européenne peut prendre des initiatives pour protéger l'État de droit et la liberté d'expression. En l'absence de réforme, les menaces de poursuites judiciaires comme celle-ci seront suffisantes pour que les journalistes, les professionnels des médias et les organes de presse s'abstiennent de couvrir des sujets sensibles mais utiles. Du fait d'un accès moindre à la représentation en justice, nous sommes confrontés à une menace significative contre l'ensemble du paysage médiatique et avec elle des citoyens disposant de moins de droits et un État de droit affaibli à travers l'Europe. Alors que le premier rapport sur l'État de droit de l'Union européenne doit être déposé à l'automne 2020, nous ne pouvons ignorer l'impact de ces poursuites judiciaires et le changement ne s'est que trop fait attendre. Nous, soussignés, exprimons notre solidarité avec l'EUobserver, enjoignons à ceux qui engagent des poursuites de stopper l'utilisation des SLAPPs et exhortons la Commission européenne à agir définitivement pour protéger la liberté des médias à travers l'Europe.

A Littérature-Action | Lancement du numéro 7 de la revue

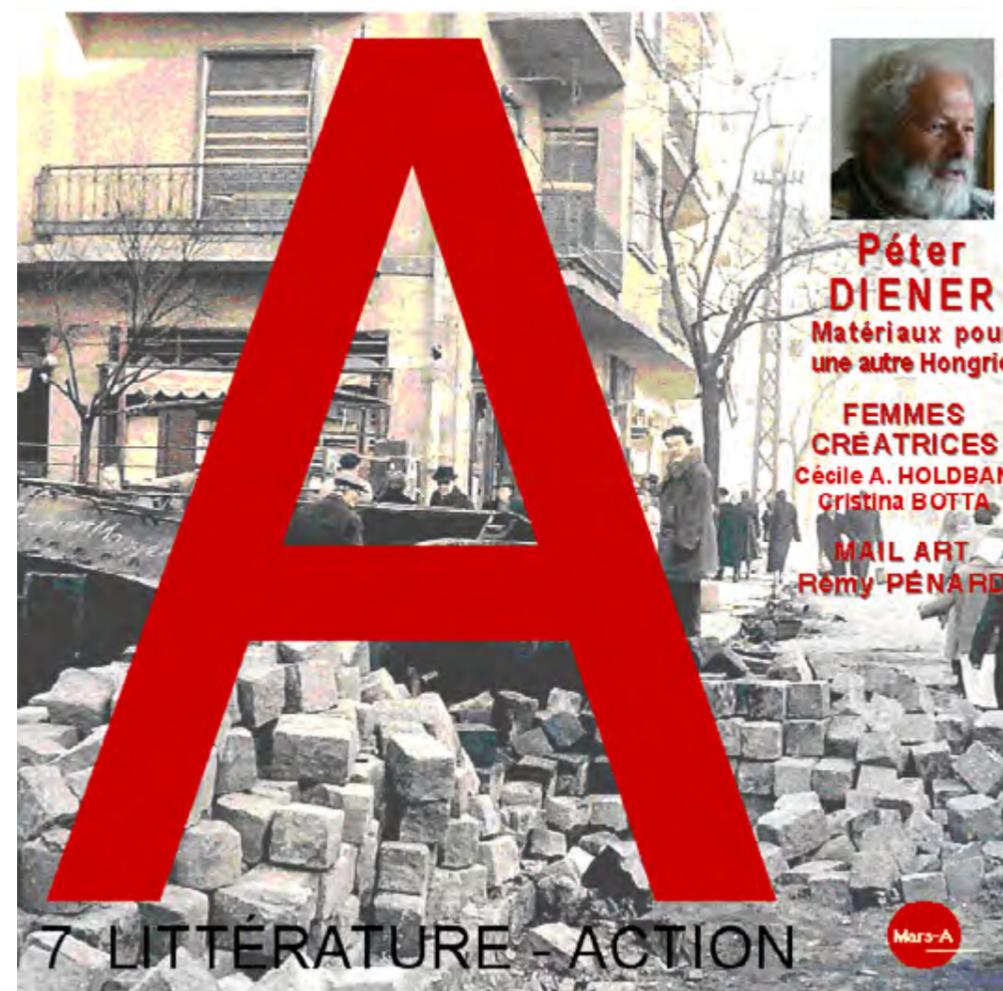
PEN International

Traduction de Yekta pour le Pôle Traduction du PEN Club français | 25 juin 2020

Le numéro 7 de la revue A littérature-action, co-dirigée par Marie Virolle et Laurent Doucet, vient de paraître. Riche de 194 pages et d'une quarantaine d'illustrations en couleur, il comporte, comme à l'accoutumée, diverses rubriques et un dossier conséquent mettant en lumière une personnalité originale du monde de l'art et/ou de la littérature. La rubrique habituelle « Création-monde » offre poèmes, nouvelles et récits d'auteurs de la trans-culturalité (Algérie, Chili, Italie...). Une rubrique exceptionnelle, « Femmes créatrices, peintres et poètes », coordonnée par Christian Viguié, permet de découvrir une jeune artiste italienne d'inspiration surréaliste, Cristina. Botta, et une foisonnante créatrice franco-hongroise, Cécile. A. Holdban. La rubrique récurrente « Lectures regards... » rassemble diverses analyses et notes de lecture, en particulier dans ce numéro un long article d'actualité sur le « statut des statues » par Christiane Chaulet Achour, et une plongée dans l'univers répressif de l'Égypte actuelle à travers deux présentations de romans égyptiens récents. La rubrique « Arts plastiques » est consacrée au Mail Artiste limougeaud Rémy Pénard. Le numéro est ouvert par un important dossier sur l'écrivain et artiste franco-hongrois Péter Diener, qui nous a quittés il y a un an. Cet ensemble, titré « Matériaux pour une autre Hongrie », réunit des textes inédits ou introuvables de Péter Diener — notamment ses magnifiques

poèmes documentaires La Mémoire du Ghetto de Budapest 1944-45, illustrés par István Engel-Teván —, des photos de ses sculptures, des témoignages, et des analyses. Ainsi l'on peut (re)découvrir l'œuvre de ce grand écrivain polygraphe, rescapé du Ghetto, qui s'était fait connaître du grand public par le roman Le Journal d'une folle (L'Aube, 2001) mais dont les écrits et créations restent largement et injustement ignorés. Pour le lancement de ce numéro 7 une lecture de La Mémoire du Ghetto de Budapest de Péter Diener, par la comédienne Sandra Macedo, a eu lieu près de Limoges, le samedi 18 juillet au théâtre Baluba, Espace Marvent, Saint-Yriex-sous-Aixe (Haute-Vienne).

Le PEN Club français est un partenaire fidèle de la revue A Littérature - Action. Présent à chaque lancement de numéro, il accompagne et soutient le travail de l'équipe de rédaction et les auteur-e-s qui sont publié-e-s dans chaque livraison de cet remarquable création. Plusieurs membres du PEN ont eu l'honneur d'apporter leurs contributions (textes – œuvres graphiques – entretiens). Le samedi 18 juillet 2020, Philippe Bouret (Vice-Président du Comité des Écrivains pour la Paix) a représenté Emmanuel Pierrat et le PEN Club français lors de la manifestation artistique autour du N°7 de A Littérature-Action (Une brève intervention est prévue).





Le PEN Club Français a besoin de vous !

Cher lecteur, Chère lectrice,

Le PEN Club français, association d'écrivains fondée en 1921, fait appel à votre solidarité dans la défense des valeurs de paix, de tolérance et de liberté sans lesquelles la création devient impossible.

Rassemblant des écrivains de tous pays, le PEN Club français vous invite à devenir membre actif en adhérant notre association. Votre soutien permettra notamment de vous engager dans la défense de la liberté d'expression de plusieurs écrivains persécutés dans le monde. Ainsi, le PEN a récemment défendu les cas de : Zerha Dogan, artiste et journaliste d'origine kurde, condamnée à une peine d'emprisonnement pour propagande terroriste ; Ashraf Fayad, artiste et poète condamné en Arabie saoudite à 8 ans de prison et 800 coups de fouet pour apostasie ; et, Asli Erdogan, écrivaine et journaliste turque poursuivie des accusations d'atteinte à l'unité de l'État et de propagande et appartenance à une organisation terroriste. Vous trouverez plus de détails sur les formalités d'adhésion à la dernière page de la présente Lettre d'Information.

Pour toute demande d'information complémentaire veuillez nous contacter au courriel contact@penclub.fr.

Bulletin d'adhésion | Présidents de P.E.N. Club français depuis sa création : Anatole FRANCE (1921-1924), Prix Nobel - Paul VALÉRY (1924-1934) - Jules ROMAINS (1934- 1939) - Jean SCHLUMBERGER (1946-1951) - André CHAMSON (1951-1959) - Yves GANDON (1959-1971) - Pierre EMMANUEL (1973-1976) - Georges-Emmanuel CLANCIER (1976-1979) - René TAVERNIER (1979-1989) - Solange FASQUELLE (1990-1993) - Jean ORIZET (1993-1999) - Jean BLOT (1999-2005), Secrétaire PEN CLUB International (1981-1997) - Sylvestre CLANCIER (2005-2012) - Jean-Luc DESPAX (2012-2016) - Sylvestre CLANCIER (2016-2017).

Comité exécutif | Président d'honneur : Sylvestre CLANCIER. Président : Emmanuel PIERRAT
Vice-présidents des comités : Linda Maria BAROS, Jeanine BAUDE, Malick DIARRA, David FERRÉ, Michèle GAUTARD, Philippe PUJAS, Antoine SPIRE Secrétariat Général : Jean LE BOËL Trésorerie : Antoine ANDERSON. Adjointe Monique CALINON Autres membres du Comité, chargés de mission : Max ALHAU, Philippe BOURET, Fulvio CACCIA, Francis COFFINET, Jean-Noël CORDIER, Roció DURÁN-BARBA, Françoise LECLERC, Laurence PATON, Jacques PELLAS, Patrick TUDORET, YEKTA.

Extrait de la charte | Peut être admis comme membre du P.E.N. tout écrivain, éditeur et traducteur souscrivant à nos principes, quelles que soient sa nationalité, son origine ethnique, sa langue, sa couleur ou sa religion. L'intégralité de la Charte est consultable en suivant ce lien : <https://www.penclub.fr/a-propos-de-nous/#charte>.

DEMANDE D'ADHÉSION

NOM et prénom :
PSEUDONYME en littérature :
Date et lieu de naissance :
Adresse :
N° de téléphone :
Courriel :
Œuvres principales :
Collaborations éventuelles (journaux et revues) :
Autre profession :
Titres et qualités :

Le/La soussigné(e) déclare avoir pris connaissance des principes figurant dans la CHARTE et s'engage à s'y conformer.

Date et signature

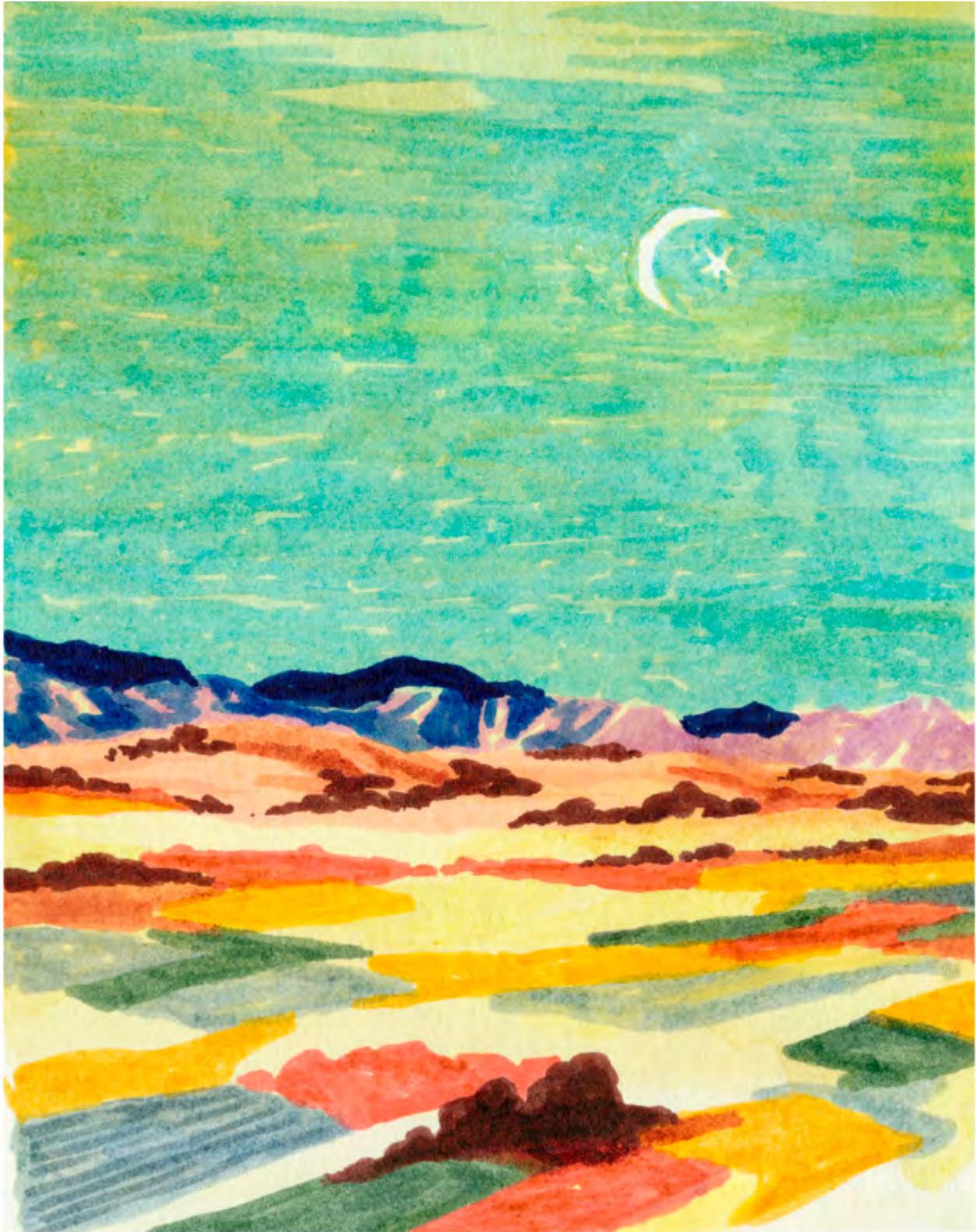
Merci, après avoir rempli, daté et signé la demande d'adhésion, de l'envoyer, accompagnée, d'un chèque à l'ordre du PEN Club français, d'un montant au choix de :

. 80 € représentant le montant de l'adhésion annuelle de membre actif : 70 € et les frais de droits d'entrée : 10 € ;
. Au-delà de 80€ : adhésion de membre donateur ;
. À partir de 300 € : adhésion de membre bienfaiteur.

Dans tous les cas, somme déductible du revenu fiscal (Organisme d'intérêt général).

PEN Club français
99, rue Olivier de Serres 75015 Paris

Courriel : jnfieljlb@nordnet.fr
Site web : www.penclub.fr



La lettre d'information du PEN Club français

Directeur de publication : Emmanuel Pierrat.

Comité éditorial : Philippe Bouret, Sylvestre Clancier, Michèle Gautard, Jean Le Boël, Monique Calinon, Giulio Zucchini.

Conception graphique : Giulio Zucchini.

Contributeurs : Antoine Anderson, Francis Combes, Malick Diarra, Michèle Gautard, Philippe Pujas, Cécile Oumhani, Dilnur Reyhan, Antoine Spire.

Illustrations : Pau Gasol Valls.